

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

— DIMANCHE 17-LUNDI 18 SEPTEMBRE 1989

**A L'ÉTRANGER:** Algérie, 4,80 DA; Maroc, 8 dr.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,80 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,85 \$; Danemark/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 160 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 160 dr.; Hongrie, 80 p.; Italie, 2.000 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 40 f.; Norvège, 13 kr.; Pays-Bas, 2,80 fl.; Portugal, 140 esc.; Sénégal, 325 F CFA; Suède, 14 cr.; Suisse, 1,80 f.; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres) 2 \$.

هكذا امن الضمير



# Dates

Il y a quarante ans

## L'affaire des généraux

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDOPAR 860 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-51

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Benne-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Benne-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Woutet

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet

Correspondant en chef :  
Claude Sautet

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-98-72

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-98-72

### Le Monde

TELEMAQUE  
Composés 35-15 - Tapex LEMONDE  
ou 35-15 - Tapex LM

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

TRIMESTRE	FRANCE	ÉTRANGER	SEXE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne  
tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENOVEZ CE BULLETIN  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO

PORTAGE :  
Pour tous renseignements :  
Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)  
Chaque numéro de bulletin est  
précédé de nos abonnements sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Vous avez l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
- imprimerie - 921 MONDO

En ce temps-là, les autobus parisiens avaient une plate-forme arrière où s'entassaient, intempéries ou pas, les passagers en surmarché. Non sans bousculades. Le 18 septembre 1949, devant la gare de Lyon, le soldat Perez, blessé d'Indochine en uniforme, demande aide, pour monter à bord, à un jeune Vietnamien et, ne l'obtenant pas, grimpe seul. Il s'en prend violemment au peu scabreux passager. Bégare. Le receveur appelle la police. On embarque les antagonistes. Au commissariat spécial de la gare de Lyon, ils sont fouillés.

Du porte-document de l'étudiant vietnamien Do Dai, on extrait une liasse de papiers portant le tampon « très secret ». Le commissariat spécial alerte la direction de la surveillance du territoire (DST). Quelques heures plus tard, après une série de perquisitions, soixante-douze copies du même texte s'entassent sur le bureau de Roger Wybot, patron de la DST. Il s'agit d'une partie du rapport hautement confidentiel du général Georges Revers, chef d'état-major général de l'armée, sur une visite d'inspection qu'il a faite, en mai, en Indochine. Tout au moins Wybot le présume-t-il : le ministère de la guerre refuse pendant quelque temps de lui communiquer pour vérification l'original, qui a été tiré en grand mystère à cinquante exemplaires numérotés et portés aux responsables de la politique gouvernementale.

#### L'Indochine menacée

Ainsi commence l'affaire des généraux, dont le public ignore encore l'existence. Elle a pour origine le naïf machiavélisme de deux officiers de haut rang, le général Revers lui-même et son ami le général Charles-Emmanuel Mast, qui entend, avec l'appui du premier, accéder aux plus hautes responsabilités en Extrême-Orient.

La situation y est sérieuse. Les communistes chinois progressent vers la frontière du Tonkin et pourrissent bientôt apporter une aide directe à leurs camarades et alliés du Vietnam.

Le général Revers, accompagné d'un mystérieux personnage, Roger Peyré, a rencontré tout le monde en Indochine, même des personnalités liées au Vietnam. Il ne cache rien. Le corps expéditionnaire français est démolé et se sait dangereusement exposé ; la puissance de l'armée populaire du général communiste Giap ne cesse de s'accroître ; le trafic sur le taux de la piastre — elle vaut 17 F au cours officiel et 10 F à peine en Extrême-Orient — est une source de corruption. Le pouvoir vietnamien en place à Saigon n'y échappe pas.

Le général préconise le repli sur le delta du fleuve Rouge, « grenier à riz » de l'Indochine du Nord, des garnisons aventureuses le long de la frontière et menacées par l'imminente victoire des forces de Mao. La défaite de Cao Bang, l'abandon en catastrophe de la forteresse de Langson lui donnerait raison en octobre de l'année suivante. Georges Revers recommande aussi la nomination d'un chef militaire « ayant du prestige et une grande autorité personnelle » pour exercer conjointement les fonctions de haut-commissaire et de commandant en chef.

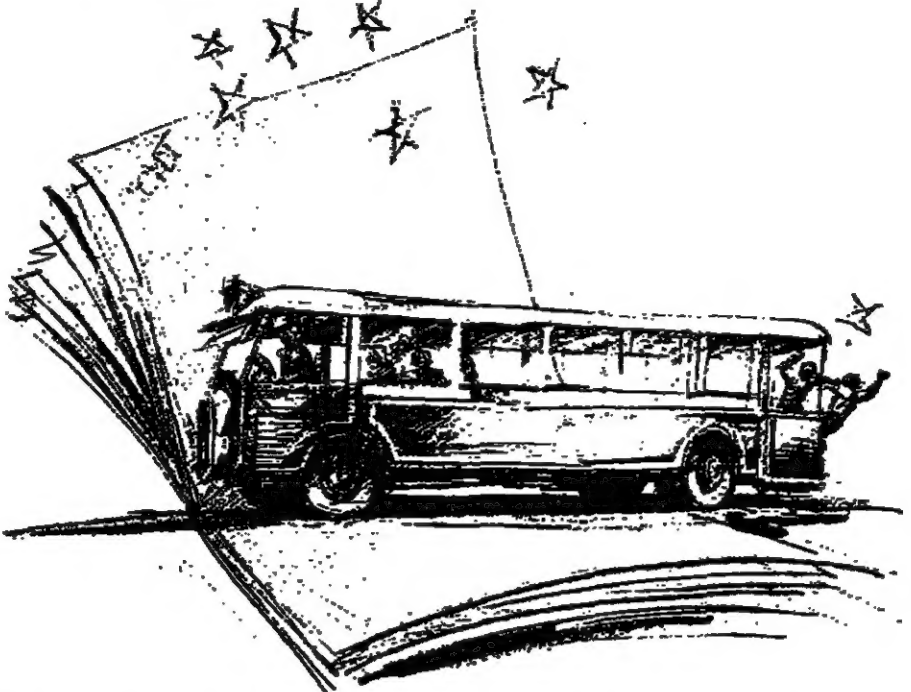
Son candidat, le général Mast, est, comme lui, un isolé à une époque où les grands chefs comme le général Juin ou de Lattre — Leclerc est mort en 1947 — disposent de réseaux d'amis et de fidèles qui ont combattu sous leurs ordres. Revers a été le chef de l'organisation de Résistance de l'armée après avoir été le chef de l'état-major de Darlan à Vichy. Mast n'a pas été très apprécié comme résident général de France à Tunis, et il porte, aux yeux des militaires traditionnels, une tare : il a, dans le dos de ses chefs, préparé le débarquement américain du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord. Les deux généraux cherchent donc des appuis strictement politiques.

La IV<sup>e</sup> République, jeune encore, est rongée par ses dissensions internes. Une partie des socialistes réclame une négociation avec Ho Chi Minh, de même, bien entendu, que les communistes. Une grande majorité du MRP, derrière Georges Bidault, ministre des affaires

étrangères, et le ministre de la France d'outre-mer, Paul Coste-Floret, y est farouchement opposé, soutient le gouvernement de Saigon, alors dirigé par le général Xuan, et préconise la poursuite de la guerre. Le mouvement gaulliste, le RPF, partisan lui aussi du maintien de la France en Indochine, entend pour sa part user de tous les moyens pour renverser le régime.

Pour Paul Coste-Floret, le rapport Revers est d'autant plus dangereux

ques... et aussi Peyré, qui assure que l'argent est utilisé en faveur du général Mast. Les perquisitions chez le « négociant en laine » qui a largement distribué le rapport montrent ses liens étroits avec Revers. Le 22 septembre à 7 heures du matin, un conseil interministériel réuni autour du président du conseil, le radical Henri Queuille, décide pratiquement d'étouffer une affaire qui met en cause un chef militaire de haut rang. Paul Ramadier, ministre de la défense nationale,



défaitiste qu'il est l'œuvre d'un des plus hauts responsables des armées. Revers l'accusera plus tard d'avoir monté de toutes pièces l'algèbre de la gare de Lyon afin de le discréditer. Sans preuve.

Revers et Mast, en s'efforçant de se concilier les milieux politiques influents, usent des services de Roger Peyré. Ce personnage, officiellement négociant en laine, condamné après la Libération pour collaboration malgré l'intervention de Revers, a travaillé pour les services secrets français et américains. Le général lui attribue une influence occulte considérable. Peyré s'est infiltré dans la franc-maçonnerie, où il a obtenu un grade plus élevé que celui de son protecteur. Il hante les antichambres ministérielles, mais ne franchit guère, quoi qu'il en dise, la porte des ministères.

Autre appui, celui du colonel Fourcaud. Cet ancien cagouillard, resté à l'extrême droite, téméraire jusqu'à l'extravagance, adore les complots. Il est l'ennemi juré de Roger Wybot, « père » de la DST, qui empiète à ses yeux sur ses prérogatives, que sa mégalomanie souhaite quasi illimitées dans le domaine de l'ombre. Il finira, après une cascade d'intrigues, par se retourner contre Revers.

#### Une mystérieuse radio vietnamienne

La saisie du rapport à la gare de Lyon et le flot de copies découvertes dans les heures suivantes n'auraient dû étonner personne. On n'a jamais vu un texte tiré à cinquante exemplaires demeurer longtemps secret. Personne n'ignore les conclusions du général Revers, qui, ainsi que Mast, se répand dans les dîners utiles à leur commune campagne. Deux semaines après la distribution officielle du rapport, il est connu, au moins dans ses considérations politiques, à Paris, à Hanoi et à Saigon. Une mystérieuse radio vietnamienne, assurément les services de la France d'outre-mer, en aurait diffusé des extraits, y compris les dispositions militaires. On n'en retrouvera pas trace.

L'enquête de la DST aboutit à deux personnages : Van Co, représentant du gouvernement de Saigon à Paris, et un certain Vinh Xa, agent du Vietnam. Chez Van Co, on trouve des talons de chèques montrant, ce qu'il ne cache pas, qu'il « arrose » largement les milieux politi-

quels... et aussi Peyré, qui assure que l'argent est utilisé en faveur du général Mast. Les perquisitions chez le « négociant en laine » qui a largement distribué le rapport montrent ses liens étroits avec Revers. Le 22 septembre à 7 heures du matin, un conseil interministériel réuni autour du président du conseil, le radical Henri Queuille, décide pratiquement d'étouffer une affaire qui met en cause un chef militaire de haut rang. Paul Ramadier, ministre de la défense nationale,

#### Règlements de comptes

Une « lettre confidentielle », rédigée par Paul Delhème, met en cause le général en termes voilés. La presse est alertée. Le feu est aux poudres. Ramadier demande à Revers une démission que celui-ci refuse. Peyré s'embarque discrètement pour l'Amérique du Sud le 30 novembre. Les journaux gaullistes tombent à bras raccourcis sur un gouvernement qui « trahit

l'armée » qui combat en Indochine, sur une SFIO qui tirent profit des trafics de piastres. Fourcaud se démène maintenant pour faire annuler les pièces du dossier qui blanchissent Revers.

Le 17 janvier 1950, Georges Bidault, nouveau chef du gouvernement, fait devant l'Assemblée un exposé de l'affaire. On nomme une commission parlementaire d'enquête présidée par Edmond Michelet. Ses auditions « secrètes » aussitôt connues sèment une confusion inextricable. Personne n'est épargné. Van Co ayant parlé d'un certain « Paul » — vraisemblablement un des avatars de Peyré, — on évoque le nom du fils du président de la République, Paul Auriant, qui n'en peut mais. Les coups de théâtre se succèdent, et les règlements de comptes, sans que la vérité y gagne rien. Une partie du Parlement finit par trouver un bon émissaire : Jules Moch, ministre de l'intérieur, qu'on accuse d'avoir laissé inciner une partie des pièces de l'affaire. Il n'y a en fait pratiquement pas été mêlé. Mais sa raideur le rend impopulaire. Le 23 novembre 1950, le Parti communiste, dont il est la bête noire, demande qu'il soit déferé en Haute Cour. Une majorité — insuffisamment qualifiée — le réclame en vain.

Le général Mast a démissionné. Le général Revers, qui n'a cessé de proclamer son innocence, doit quitter ses fonctions. Il entre dans le commerce des armements. Le Conseil d'Etat, en 1962, déclarera d'ailleurs illégale la mesure qui l'a frappé. Roger Peyré, en Bolivie — dont il est devenu citoyen, — aidera l'ambassadeur du général de Gaulle, l'omniscient Pouchardier, autre ancien des services spéciaux, à défendre les intérêts français.

« L'affaire des généraux », écrit Georges Elguy dans la République des illusions (1), porte en elle les germes destructeurs de la IV<sup>e</sup> République. (...) Toute la trame du 13 mai 1958 se tisse en 1950. En ce sens il n'est pas exagéré d'écrire que ce scandale est une nouvelle mouture de l'affaire du collier de la Reine, insupportable, elle, de l'écroulement de la monarchie. »

JEAN PLANCHAIS.

(1) Peyré 1965.

● RECTIFICATIF. — une coquille s'est glissée dans l'article d'Henri Fesquet sur la condamnation, il y a vingt ans, des réfugiés ouvriers par le Saint-Siège (le Monde daté 10-11 septembre). C'est le 25 août 1965 que les Pères du concile approuvèrent la rumeur des prêtres-ouvriers — et non bien sûr le 25 août 1985 comme nous l'écrivions par erreur.

#### Au sommaire du « Monde de la Révolution française » n° 9

#### Septembre 1789 : que faire du roi ?

Après l'histoire au jour le jour qui énumère les événements du mois, « L'Almanach de 1789 » fait le portrait de Marat, le Lavoisier des Cordeliers, médecin et malade, journaliste, pamphlétaire, personnalité vociférante. Au petit Panthéon, on découvre également le marquis de Saint-Huruge, qui fut, selon Lamartine, « à lui seul, une révolution ». M<sup>re</sup> de Genlis, gouvernante du futur Louis-Philippe et maîtresse du duc d'Orléans, puis le comte de Clermont-Tonnerre et celui qui n'est encore que l'avocat Danton.

La vie politique, en septembre 1789, est dominée par le débat sur la Constitution. Deux thèses s'opposent : les monarchiens, inspirés par l'exemple britannique, plaident la coexistence de la souveraineté nationale par le roi et l'Assemblée, tandis que les radicaux et Sieyès refusent au roi l'exercice, même partiel, de la souveraineté.

En Belgique, la fièvre révolutionnaire fait passer quelques frissons.

Le Journal des droits de l'homme aborde la notion de cosmopolitisme. Au dix-huitième siècle, le peuple n'a pas encore conscience d'un sentiment national, le patriotisme n'est que de clocher : à chacun son patois, ses coutumes. Les familles royales sont, à l'extrême, appartenues à l'Europe entière. Bref, la société

d'Ancien Régime est plus chrétienne que française. Mais ce sont principalement les intellectuels qui témoignent de la force du cosmopolitisme, se sentant à l'aise et chez eux partout dans cette Europe des Lumières dont le capitale culturel est Paris et la langue le français. Personnage trouble, Brissot est l'homme qui enverra la France à la guerre en avril 1792 : or, si l'idée de nation s'est forgée dans la confrontation politique du peuple et du pouvoir royal, c'est de la confrontation militaire que surgira l'idée de la « Grande Nation ».

Dans « La gazette du Bicentenaire », Antoine de Baecque et Olivier Salvatori s'entrelient avec l'actuel président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, qui évoque une possible réorganisation de la vie parlementaire et les retombées des activités du Parlement européen sur les Parlements nationaux. Jean Strobinski retrace l'histoire d'un mot qui prend un sens nouveau (et politique) : la réaction.

Aux Etats-Unis, et ce n'est pas vraiment une surprise, le Bicentenaire a fait un triomphe : petite revue des manifestations, colloques et publications chez l'Oncle Sam.

★ En vente chez tous les marchands de journaux. A partir du 18 septembre, le Monde de la Révolution française, n° 9, 30 F.

#### "GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

JACQUES FOURNIER

animé par  
Olivier MAZEROLLE

en direct sur  
RTL

avec André PASSERON  
et Alain FAUJAS (Le Monde)  
Jean-Yves HOLLINGER  
et Guyllaine LOQUET (RTL)

صباحنا من الامل



# Etranger

... Le Monde • Dimanche 17/18 septembre 1989

## L'exode des réfugiés est-allemands vers la RFA continue

On estime, de sources concordantes, à plus de vingt mille à présent le nombre d'Allemands de l'Est qui se sont réfugiés en RFA depuis le début de l'été en franchissant la fameuse « frontière verte » entre la Hongrie et l'Autriche. Selon le ministère de l'Intérieur à Budapest, quelque 25 000 ressortissants est-allemands séjourneraient en Hongrie comme touristes (sur un total de 60 000) qui regagneraient leur pays au milieu de la semaine dernière. Néanmoins, l'exode continue et plusieurs centaines de réfugiés sont arrivés vendredi en RFA.

Vendredi 15 septembre, la Hongrie a donc le ton en lançant un avertissement aux plus « orthodoxes » du camp socialiste, en leur demandant de ne pas provoquer une rupture des relations avec Budapest. Dans une interview au journal gouvernemental Magyar Hírlap, M. László Kovács,

secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a reconnu que « les divergences importantes et occasionnelles entre la Hongrie et ses partenaires est-européens étaient inhabituelles et préoccupantes (...), mais (dans les circonstances actuelles) elles sont dans l'ensemble normales, car il existe des différences fondamentales entre ces Etats (RDA, Roumanie et Tchécoslovaquie) et la Hongrie concernant leur développement économique et social ». Budapest, a-t-il précisé, n'entend pas, pour le moment, fermer la « frontière verte » ni se brider son plus définitivement avec la RDA.

De son côté, le gouvernement est-allemand a de nouveau rejeté vendredi tout idée de réforme pour tenter d'endiguer la vague d'émigration. M. Günther Mittag, membre du comité central du SED chargé de l'économie, écrit, par exem-

ple, dans le quotidien du parti, Neues Deutschland, que « les propositions de réformes faites par des gens [notamment le chancelier Helmut Kohl, NDLR] ne comportent qu'une seule idée : ils veulent une réforme qui mette fin au socialisme. Merci beaucoup, je n'en veux pas ! ».

Toutefois, certaines dissensions apparaissent. L'Eglise protestante est-allemande estimait le même jour que l'avenir de la RDA risquait d'être compromis si le gouvernement est-allemand différait encore longtemps l'application de réformes démocratiques. A l'ouverture du synode annuel, à Ebersbach, l'évêque Werner Leich a déclaré que l'exode actuel traduisait un « désespoir ». Reprenant les suggestions faites la semaine dernière par un autre ecclésiastique, l'évêque a réclamé la libéralisation des médias, la levée de l'interdiction de manifester, la libre cir-

culation des personnes, une modification de la loi électorale et la convertibilité du mark est-allemand.

Par ailleurs, à Berlin-Est, l'initiative pour la paix et les droits de l'homme a protesté, vendredi, contre le maintien en détention de six personnes interpellées le 11 septembre à Leipzig au cours d'une manifestation.

A Bonn, enfin, un dirigeant du Parti chrétien-démocrate (CDU), M. Heiner Gelsdorf, a proposé que le prix Nobel de la paix 1989 soit attribué à la Hongrie pour sa décision d'avoir ouvert sa frontière avec l'Autriche aux réfugiés est-allemands. Cette proposition n'a toutefois entraîné aucune chance d'être retenue puisque les candidatures pour le prix doivent parvenir, chaque année, au plus tard dans le courant du mois de février.

## Berlin-Est annule une visite de sociaux-démocrates ouest-allemands

ZONN  
De notre correspondant

M. Horst Sindermann, président de la Chambre du peuple de la RDA, s'est fâché : il vient d'annuler, dans des termes très vifs, la visite prévue pour le 18 septembre d'une délégation de quatorze députés SPD en Allemagne de l'Est. Dans une lettre adressée à M. Horst Ehmke, qui devait conduire ce groupe, M. Sindermann affirme que les objectifs poursuivis par les sociaux-démocrates pour ce voyage étaient « totalement dirigés vers la confrontation et l'ingérence dans les affaires intérieures de la RDA ».

Le président de la Chambre du peuple justifie cette décision en qualifiant les propos tenus la semaine dernière au Bundestag par M. Ehmke et Hans-Jochen Vogel, (président du SPD), de « provocations et insinuations ». Ces derniers avaient exhorté les dirigeants est-allemands à « s'engager dans la voie des réformes, ou à laisser leur place à d'autres ». Commentaire de M. Ehmke : « Les dirigeants de la RDA refusent non seulement toute réforme, mais aussi toute discussion à ce propos ».

### L'embarras...

Pour le député FDP Ulrich Imort, cette décision de Berlin-Est signifie tout simplement que « le SED est devenu ou à lier ». La vague d'émigration, dit la Hongrie, de milliers de citoyens de la RDA, a bouleversé tous les usages qui étaient établis dans les relations politiques entre les deux Allemagnes. Tous les partis s'interrogent sur l'attitude de préférence commune, à adopter face à une direction est-allemande qui se raidit dans sa fermeté.

Le SPD est cependant le parti qui subit le plus durement le contrecoup du durcissement de l'attitude de la RDA. Sa ligne fondée sur le dialogue constant avec le Parti communiste est-allemand (SED),

s'appuyait sur l'espoir que la discussion et la confrontation courtoise avec les hommes au pouvoir à Berlin-Est pourraient promouvoir des réformes de l'autre côté du mur. Ce dialogue avait abouti, au mois de septembre 1987, à la signature d'un document élaboré par une commission mixte SED-SPD, dirigée par M. Ehard Eppler, pour les sociaux-démocrates, et le professeur Otto Reinhold, pour les communistes est-allemands. Sans cacher les divergences idéologiques profondes existant entre les deux partis, ce document insistait sur les racines historiques communes du communisme et de la social-démocratie, et sur leur responsabilité conjointe dans la défense de la paix et de la sécurité commune en Europe. Publié à la veille de la visite de M. Ehard Eppler en RFA, ce texte représentait la contribution du SPD à cette politique de « changement par le rapprochement », qui était menée sur le plan fédéral par le gouvernement du chancelier Kohl. C'était l'époque où les hommes politiques ouest-allemands de tous bords ne manquaient pas une occasion de se faire photographier à côté de M. Ehard Eppler.

Aujourd'hui, M. Ehard Eppler est mis au pas. L'objectif de ce dialogue avec le SED était, pour le SPD, de permettre aux forces réformatrices à l'intérieur et à l'extérieur du SED de s'appuyer sur un texte officiel « afin de pousser pour mener les actions ». Or, comment aujourd'hui M. Eppler, « cela est incompatible avec le maintien du monopole d'un parti sur le pouvoir et la vérité ». Et il prévient : « Si aujourd'hui encore la majorité des habitants de la RDA votent le salut de leur pays dans une réforme de l'Etat plutôt que dans sa disparition, je crains que dans les deux ans qui viennent cette majorité ne devienne minoritaire ». D'autres sociaux-démocrates vont même plus loin et estiment, comme l'ancien chancelier Willy Brandt, qu'on ne

peut pas exclure que se déroulent bientôt en RDA des manifestations de masse demandant le rattachement à la RFA.

Comment évaluer ce qui se produira à Berlin-Est ou à Leipzig des événements semblables à ceux qui se sont déroulés ce printemps sur la place Tienanmen de Pékin ? Cette manière de poser le problème, impossible il y a quelques mois, est maintenant au centre des réflexions des responsables ouest-allemands, et pas seulement des sociaux-démocrates. De très vives discussions avaient eu lieu au sein du groupe parlementaire SPD sur l'opportunité du voyage qui vient d'être annulé.

### ...et le soulagement du SPD

Si MM. Ehmke et Egon Bahr, vieux routiers du dialogue avec Berlin-Est, étaient proches pour maintenir, plusieurs jeunes députés, comme MM. Norbert Gansel et Karsten Voigt, étaient plutôt favorables à son annulation. « Il faut passer de la politique de changement par le rapprochement à une politique de changement par la prise de distance », s'était écrit M. Gansel. Sous la pression de cette attitude, le président du comité central de la présidence du parti reproche à la hiérarchie communiste et de négliger le dialogue avec les forces contestataires qui naissent au sein de la société, le président du parti, M. Hans-Jochen Vogel, avait dit monter la barre très haut pour faire avalier le principe de cette visite : la délégation social-démocrate exigeait de pouvoir rencontrer des représentants des divers groupes d'opposition qui viennent de se créer en RDA, comme le Forum démocratique ou Action démocratique. Elle exigeait en outre de pouvoir tenir, à Berlin-Est, une conférence de presse internationale pour faire le bilan de cette rencontre. Le refus opposé par Berlin-Est à ces exigences n'est pas pour déplaire aux sociaux-démocrates : ataqus violemment par la CDU, qui lui reproche sa complaisance envers le SED, le SPD peut ainsi arguer qu'il suit, lui aussi, faire preuve de fermeté.

LUC ROSENZWEIG.

## La RDA peut limiter mais difficilement interdire les voyages en Hongrie

La RDA a-t-elle le moyen d'empêcher ces ressortissants de se rendre en Hongrie ? La leur interdiction ou imposer aux voyageurs en Hongrie des restrictions semblables à celles qui s'appliquent à la Pologne serait en fait extrêmement impopulaire et d'un coût politique très élevé pour les autorités de Berlin-Est.

La Hongrie est, en effet, après la Tchécoslovaquie (pays frontaliers pour lequel aucune formalité n'est imposée sinon un change obligatoire de devises), le deuxième pays le plus prisé en Europe de l'Est par le tourisme individuel est-allemand. On ne va guère en URSS que dans le cadre de séjours organisés par les Jeunesses communistes (JEC) ou l'Office du tourisme est-allemand. Les plages de la mer Noire, en Bulgarie ou en Roumanie, sont très lointaines. Quant à la Pologne, frontalière, où les Allemands de l'Est avaient coutume de séjourner en grand nombre, l'accès y est réservé depuis le début des années 80, c'est-à-dire depuis le début de l'agitation sociale dans ce pays, aux voyageurs organisés.

Le sentiment d'insécurité dû au fait que le gref le mieux partagé par les Allemands de l'Est — c'est lui qui a contraint les autorités à lâcher du lest ces dernières années sur les autorisations de voyage en Occident — il paraît politiquement difficile d'imposer de nouvelles contraintes aux citoyens est-allemands, déjà considérablement réduites.

Come le fait remarquer le quotidien ouest-allemand, Frankfurter Allgemeine Zeitung, ces restrictions, pour être véritablement efficaces, devraient, en outre, s'appliquer au transit par la Hongrie, c'est-à-dire à tous les

voyages par train ou par route vers la Roumanie et la Bulgarie, ce que ces deux pays, pour des raisons économiques, verseraient d'un mauvais œil. Il n'est guère surprenant, dès lors, que les autorités de Berlin-Est aient affirmé, à plusieurs reprises, qu'elles n'ont pas l'intention de modifier les réglementations en vigueur pour les déplacements vers la Hongrie.

### Une autorisation de la police

Elles ont cependant la possibilité de les appliquer de façon plus restrictive, car l'accès à la Hongrie n'est pas totalement libre. Il faut être muni d'une autorisation de la police est-allemande dont l'obtention prend entre trois et cinq semaines. Beaucoup d'Allemands de l'Est ne la procurent plusieurs mois à l'avance, ce qui explique sans doute que les sorties vers la Hongrie aient continué à un rythme habituel, alors que la crise était déjà ouverte.

Cette autorisation était jusqu'ici quasi automatiquement accordée sans, semble-t-il, dans la cas de quelques personnes considérées comme contestataires. Il n'est pas dit qu'il en sera de même à l'avenir.

Le mouvement de ces derniers semaines pourrait, en outre, inciter les autorités de Berlin-Est à limiter les autorisations de séjour provisoire en République fédérale accordées assez largement ces dernières années. Mais le problème, là encore, pour les autorités, serait l'impopularité d'une telle attitude, particulièrement en ce moment.

C. T.

## M. Gorbatchev début octobre en RDA

## Une visite délicate pour le numéro un du Kremlin

Moscou  
De notre correspondant

M. Gorbatchev se serait bien passé de la visite officielle qu'il doit effectuer en RDA au début du mois d'octobre. Obligé, puisque l'absence du secrétaire général soviétique aux cérémonies du quarantième anniversaire de l'Etat est-allemand aurait constitué un manquement remarqué au « protocole socialiste », cette visite, estimée-on dans les directions du comité central, constituerait en effet un exercice politique particulièrement délicat.

Car, quel qu'il dise ou ne dise pas, M. Gorbatchev devrait, pense-t-on, bénéficier à Berlin-Est de manifestations de sympathie qui, outre qu'elles pourraient prêter des « aspects divers », exprimeraient un soutien de la société et non pas du gouvernement. Autrement dit, et bien qu'il ne le dise pas directement, les conseillers du secrétaire général craignent que celui-ci ne se retrouve dans la situation qu'il a connue à Pékin, au printemps dernier, et à Prague, il y a deux ans, lorsque des foules l'accablèrent pour mieux conspuer leurs dirigeants.

### « La clé de la situation »

Tout en démentant formellement que M. Faline, le chef du département international du comité central, ait adressé à la mi-août, comme vient de l'écrire Die Welt, un rapport très alarmiste sur la situation en RDA, on confirme vendredi 15 septembre au comité central, que l'URSS est aujourd'hui inquiète de l'immobilisme de la direction est-allemande. Après les déclarations faites à ce sujet, mardi dernier, au Monde par un haut responsable soviétique, il apparaît donc que le Kremlin se place d'ores et déjà dans la perspective d'une relance en Allemagne de l'Est et tient à se démarquer de M. Honecker et de son équipe.

Ni les changements intervenus depuis plus de vingt ans dans les relations entre les deux Allemagnes, ni l'évolution générale de l'Europe et du monde n'ont encore trouvé leur

reflet dans la vie politique de la RDA, qui est restée, sous bien des aspects, celle du passé, et dissimule, par exemple un responsable de l'appareil du comité central.

Tous soulignent également qu'aux yeux de Moscou l'Allemagne fédérale se laisse en ce moment aller à un « double jeu » en agitant l'idée d'une réunification rapide, alors qu'elle a rouvert les frontières de l'après-guerre, c'est-à-dire l'existence de deux Etats allemands. Cela signifie que la campagne de mises en garde lancée depuis le début de la semaine contre Bonn ne va pas cesser de suite. Parallèlement pourtant, l'équipe de M. Gorbatchev va continuer à faire savoir qu'elle considère que le meilleur et le seul moyen d'empêcher les Allemands de l'Est

de vouloir passer la frontière est de rendre leur pays vivable.

Les fautes, petites phrases et autres clin d'œil vont, à n'en pas douter, se multiplier et les Izvestia, le quotidien soviétique le plus engagé dans la polémique ont déjà franchi un pas de plus en citant très abondamment vendredi, sous le titre de « Pourquoi s'en vont-ils ? », un article du quotidien berlinois Junge Welt. Seul de la presse est-allemande (et avec quels soutiens ?) ce journal avait en effet publié en milieu de semaine un article appelant à ouvrir une « discussion » sur les moyens de rendre la RDA « plus attrayante pour les forces créatrices » et d'en faire une « source de joie pour chacun de ses citoyens ».

B. G.

## Les aspirations démocratiques en Europe de l'Est sont un phénomène « irréversible » selon M. Roland Dumas

L'aspiration à plus de démocratie dans les pays de l'Est, qui s'est manifestée récemment par l'exode de milliers d'Allemands de l'Est vers la RFA, est un phénomène « irréversible », a estimé, vendredi 15 septembre, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas.

Commentant pour la première fois les récents événements, M. Dumas a déclaré à RTL que ce « formidable mouvement traduit une aspiration à plus de liberté et de réformes en profondeur dans les pays de l'Est ».

M. Dumas a jugé que les Occidentaux devaient « encourager tout ce qui va dans le sens de la réforme ». Il a cependant ajouté qu'il ne fallait pas « aller jusqu'à préconiser la déstabilisation des pays de l'Est, ce qui pourrait provoquer un choc en retour ».

Dans cette perspective, le ministre a une nouvelle fois appelé l'Occident, « qui a souhaité l'évolution de la Pologne », à « faire plus et mieux » pour aider ce pays.

M. Dumas, qui se rend, lundi 18 septembre, dans les pays de l'Est, qui s'est manifestée récemment par l'exode de milliers d'Allemands de l'Est vers la RFA, a ajouté que la Communauté devait « s'efforcer de trouver une aide de longue durée qui réponde exactement aux besoins » polonais.

Evocant la division de l'Allemagne, M. Dumas a estimé que « l'aspiration à l'unité de la nation allemande est une aspiration légitime dans l'esprit des Allemands », et relevé que, « du reste, cette réunification est en train de se faire presque par osmose, par la base, à défaut de se faire par les institutions ».

Bref, M. Dumas a indiqué que le président Mitterrand, qui s'est rendu depuis son arrivée au pouvoir en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Bulgarie, avait l'intention de poursuivre ses visites dans les pays de l'Est. Il a précisé que le principe d'un voyage du chef de l'Etat français en RDA « est acquis », mais que « sa date n'est pas encore fixée ». — (AFP.)

## Le débat sur les nationalités en URSS

(Suite de la première page).

Le troisième, enfin, est celui du respect de « l'égalité des droits des citoyens de toutes nationalités ». En clair donc, Moscou n'admettra pas que les Républiques baltes — ni évidemment aucune autre — adoptent unilatéralement des dispositions incompatibles avec le principe de centralité que leurs partis communistes rompent avec le parti soviétique et qu'elles appliquent des mesures discriminatoires à l'encontre des ressortissants soviétiques (russes, le plus souvent) résidents sur leur territoire sans en être originaires.

Il s'agit des trois points les plus sensibles sur lesquels Moscou et les pays baltes sont déjà engagés dans des parties de bras de fer. Tant sur les pouvoirs des Républiques baltes que sur l'autonomie des partis et le statut des immigrants russes, les négociations restent donc à mener. Elles seront dures. Leurs résultats seront conditionnés par les rapports de forces du moment, mais M. Gorbatchev a d'ores et déjà pour sa part, donné satisfaction à ses interlocuteurs sur quatre points tout aussi fondamentaux.

### Une révolution

Premièrement, dit en effet le communiqué, « la seule voie de dépassement des tensions » passe par « un dialogue mené à partir de positions de principe, une ouverture dans la définition de la ligne du parti et l'intégration de toutes les forces saines de la société ». Les langues de bois décriées, cela veut dire que les partis baltes ont toute liberté pour tenter de mener leur bataille au milieu de la tempête nationaliste.

« Le besoin a été souligné », en deuxième lieu, « de renforcer le rôle

des partis communistes des Républiques baltes, indépendamment ainsi que de leur permettre, dans le cadre du programme et des statuts du PCUS, de résoudre par eux-mêmes certaines questions organisationnelles, financières et personnelles et de déterminer des actions en conformité avec les intérêts et les traditions propres à leurs Républiques ».

Il s'agit là d'une révolution, car les partis républicains sont ainsi autorisés à agir comme bon leur semble à la seule condition de continuer d'appartenir au parti soviétique. De même que les Républiques peuvent obtenir autonomie et souveraineté à la seule condition de ne pas faire sécession, les partis républicains pourront déterminer leur politique nationale à la seule condition de ne pas se lancer dans une schizophrénie.

« En envisageant leur avenir dans l'appartenance à l'Union soviétique, déclare ensuite le communiqué, les travailleurs des Républiques baltes se déclarent en faveur d'une dimension politique et économique réelle de la souveraineté de leurs Républiques et d'un passage rapide à l'autonomie économique. » Tout cela en ce domaine est donc perçu négativement », est-il ajouté, de sorte que M. Gorbatchev donne raison aux Baltes qui se plaignent de la mauvaise volonté des organisations centrales à cet égard.

Quatrième point, et non le moindre, « une préoccupation a été exprimée concernant le travail des médias », qui sont appelés à montrer plus de « flexibilité » et de « tact » dans leur couverture des événements baltes. Autrement dit, la critique quotidienne, et le plus souvent d'une grossière mauvaise foi, dont les

Baltes sont abreuvés depuis quelques mois devrait cesser.

Le conditionnel s'impose bien sûr, puisque M. Gorbatchev et son équipe sont loin d'exercer un contrôle total sur l'ensemble de la presse. Dès vendredi pourtant, la Pravda ouvrait ses colonnes à M. Brazauskas, premier secrétaire de Lituanie, devant le bête noir des conservateurs, qui lui reprochent sa trop grande souplesse avec le Sajudis, le tout-puissant mouvement nationaliste de sa République.

« Jusqu'en 1940, la Lituanie a été un Etat souverain, la mémoire en est vivace dans le peuple [...], comment ne pas prendre ce fait en considération ? » lit-on ainsi dans l'organe du comité central.

« Si le parti ne réalise pas la volonté du peuple, est-il le parti du peuple ? » demande encore M. Brazauskas, qui explique aussi qu'un « homme politique réaliste ne peut pas ne pas tenir compte » de l'influence du Sajudis, que « l'époque du confort monopolistique est révolue » et que les sécessionnistes ne représentent qu'une infime minorité diluée dans le mouvement en épingle par la presse conservatrice.

### Changement de ton

A travers cette interview, le changement de ton est radical. Les problèmes sont posés à plat, calmement expliqués, et M. Brazauskas, tant à destination de Moscou que de la population, demande : « De quelle sorte de l'URSS peut-on parler, alors que les besoins de l'industrie lituanienne en métaux, pétrole, gaz, coton, laine et produits chimiques sont assurés à presque 100 % par l'Union ? ».

Après ce sommet, il y a toute chance que le projet de réforme des liens entre les Républiques soit adopté par le comité central, mais il restera ensuite aux dirigeants des Républiques baltes à faire accepter ce modus vivendi aux vrais dirigeants des Républiques — ceux des fronts populaires.

La plupart d'entre eux savent parfaitement jusqu'où ne pas aller trop loin et savent aussi qu'ils n'ont aucun intérêt à acculer M. Gorbatchev à l'échec ou à la répression. Déterminés mais ouverts au compromis aussi, ils entretiennent des liens directs et très étroits avec l'entourage du secrétaire général, mais cela n'assure pas pour autant qu'un équilibre va, bon an mal an, s'établir entre M. Gorbatchev et les Baltes.

Car, depuis le début de l'été, la campagne de presse lancée contre les nationalistes par les conservateurs a creusé un peu plus encore le fossé entre les trois Républiques et Moscou. La violente déclaration adoptée, durant les vacances de M. Gorbatchev, par le comité central (le Monde du 29 août) n'a pas arrangé les choses et l'audience des sécessionnistes s'est aujourd'hui accrue — tout particulièrement en Lituanie.

« Les dirigeants du Sajudis devraient comprendre qu'à part proposer le mot de sécession ils peuvent rigoureusement faire ce que bon leur semble, y compris demander leur adhésion à des organisations internationales », déclarait au début de la semaine au Monde un responsable soviétique. Le problème est qu'il y a des mots magiques et que « sécession » en est aujourd'hui un en URSS.

BERNARD GUETTA.



## Europe

### ITALIE

#### Les nouveaux dirigeants du PCI s'en prennent à Togliatti

ROME  
de notre correspondant

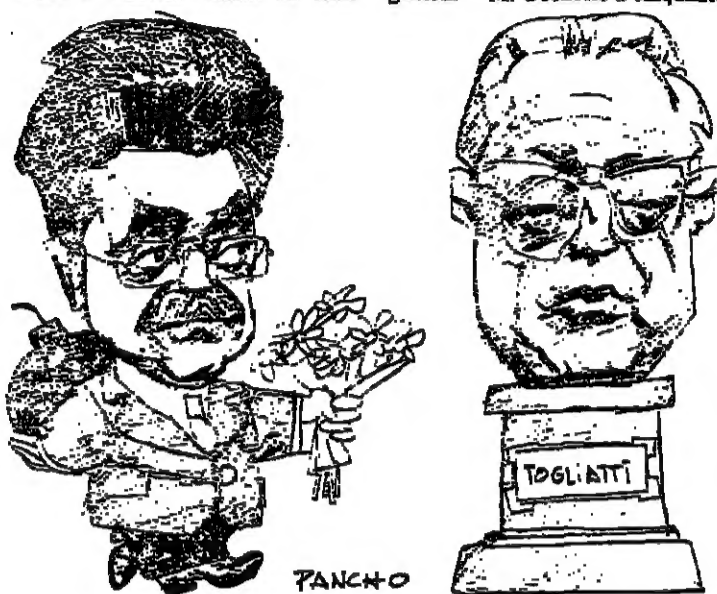
Après avoir, ces dernières années, poussé loin de ses fourneaux les plus grands maîtres queux de l'internationalisme communiste, M. Achille Occhetto, petite touche italienne et maître d'œuvre du « Cours nouveau », s'attaque au père fondateur de la filiale transalpine, celle qui fit jadis les beaux jours des clients de l'Internationale numéro 3.

Il s'appelle Palmiro Togliatti. C'est lui, derrière un jeune étudiant sardé à lunettes rondes du nom

ral Occhetto qui avait lui-même ouvert le feu, quelques semaines plus tôt, en évoquant, lors de l'inauguration d'un buste de Togliatti, « la coresponsabilité » du saint homme avec le stalinisme. Allusion à l'appui donné par Togliatti à la répression de 1956 contre la Hongrie ?

La vieille garde a réagi comme un seul homme et dénoncé la répudiation sacrilège.

Mais les gardiens de l'orthodoxie n'étaient pas au bout de leurs peines. Passé encore que le jeune secrétaire général - M. Occhetto a cinquante-



d'Antonio Gramsci, qui avait fondé, en 1921, le Parti communiste italien. Lui qui, après la mort de Gramsci dans les geôles fascistes seize ans plus tard, s'était saisi du sceptre de ce qui allait devenir la plus puissante des Eglises marxistes de l'Occident : le PCI.

Et c'est cet homme-là, ce mythe froid, sévère et sacré, que les communistes new look voudraient passer à la trappe ? « Ce n'est plus du repliement, s'indigne un vieux sénateur du parti, c'est un autogénocide pur et simple ! » N'exagérons rien et disons simplement que, pour préparer l'avenir, le PCI se croit obligé non seulement de liquider brutalement son « édipe », mais de rejeter aussi tout son passé aux oubliettes.

Comme toutes les tempêtes, celle-ci a éclaté au cœur de l'été, à la mi-août, avec un long article de l'*Unità*, organe officiel du parti, intitulé : « Il était une fois Togliatti et le communisme réel ». Suivait une sorte de réquisitoire, équilibré mais ferme, sur la philosophie inversée du « mythe » dans les années d'après-guerre, c'est-à-dire en pleine teinte stalinienne. « Togliatti a constamment cherché un pacte de fer avec Moscou », écrit notamment M. Biagio De Giovanni. Ce dernier, philosophe et membre de la nouvelle direction du parti, a rédigé le vademecum de la ligne réformatrice et social-démocrate du « cours nouveau ». Il est évidemment très proche du secrétaire gé-

néral, mais il n'est pas le seul à être absent de la traditionnelle cérémonie commémorative de la mort - à Yalta en 1964 - de celui que les plus anciens camarades continuent d'appeler « le meilleur ». Mais quand Alberto Asor Rosa, polémiste appointé, ex-hérétique de la foi orthodoxe, compagnon de vacances d'Achille Occhetto et directeur de *Rinascita*, la revue « théologique » du parti, annonce qu'il va faire sauter de la prochaine édition la mention « fondée par Palmiro Togliatti », c'en est trop. L'apoplexie guette les vétérans, et M<sup>me</sup> Nilde Iotti, présidente de l'Assemblée nationale et ancien compagnon du « meilleur », décide de lancer la contre-offensive.

Les « bourgeois » du « cours nouveau » ont reculé. Togliatti restera sur la couverture du magazine que, après tout, il a effectivement fondé. Et Achille Occhetto, dans l'*Unità* de jeudi dernier, prend la plume pour démentir ceux qui l'accusent de « vouloir congédier Togliatti et pleurer Berlinguer ». « Togliatti, ajoute-t-il, est un homme d'époque de la guerre froide et de la logique des blocs. Pour ce qui concerne le nouveau parti, il a fait un choix politique différent dans un monde différent (...) et nous n'avons pas l'intention de revenir en arrière. » A bon entendeur...

PATRICE CLAUDE.

● **IRLANDE DU NORD** : meurtre d'un soldat britannique. — Un soldat britannique a été tué, samedi matin 16 septembre, en Irlande du Nord, a annoncé la police locale, le Royal Ulster Constabulary (RUC). Le soldat, tué par une rafale de balles peu après minuit, était en train de réparer avec un collègue une antenne de radio dans le commissariat de Coalisland dans le comté de Tyrone, au sud de Belfast, a indiqué le RUC. — (AFP.)

● **BELGIQUE** : arrestation pour meurtre d'un ancien gendarme. — Un ancien gendarme belge, Madani Bouhouche, suspecté d'avoir participé à l'assassinat d'un homme d'affaires libanais début septembre à Anvers, a été arrêté, vendredi 15 septembre, à Torremolinos, dans le sud de l'Espagne. Madani Bouhouche avait déjà été emprisonné, puis relâché, à la suite d'un autre assassinat, celui d'un ingénieur de la Fabrique nationale d'armes belges, le 7 janvier 1988. Cet assassinat aurait pu, selon certains observateurs, être lié à la tragique affaire des tueurs du Brabant wallon, cette bande qui avait semé la terreur en Wallonie de 1983

à 1985. L'assassinat de l'homme d'affaires libanais à Anvers pourrait être, quant à lui, lié au trafic de drogue. — (Corresp.)

● **RFA** : le chancelier Kohl sera opéré de la prostate. — Le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, cinquante-neuf ans, devrait être hospitalisé, vendredi 15 septembre, à l'hôpital universitaire de Mayence (centre de la RFA), où il subira une opération de la prostate dans les prochains jours, a annoncé le porte-parole du gouvernement fédéral. — (AFP.)

● **ESPAGNE** : la « Pasiónaria » hospitalisée. — M<sup>me</sup> Dolores Ibarruri, surnommée la « Pasiónaria », quatre-vingt-trois ans, a été hospitalisée, mercredi 13 septembre, à Madrid, pour une pneumonie. Présidente du Parti communiste d'Espagne (PCE), M<sup>me</sup> Ibarruri s'est rendue célèbre, pendant la guerre civile espagnole, par ses interventions passionnées à la radio, exhortant les forces républicaines à vaincre les troupes de Franco. — (AFP, AP.)

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-68  
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur enchères au Tribunal de MEAUX  
le jeudi 5 octobre 1989, à 10 heures  
**VASTE PROPRIÉTÉ de 10 ha 29 a**  
près de La FERTÉ-GAUCHER (77)  
MAISON PRINCIPALE + 3 maisons annexes, dépendances

Parcelles cadastrées  
**LIBRE de LOCATION - MISE A PRIX : 770 000 F**  
SCP PINSON SECRES D'AVAIL - MEAUX (77). Tél : 03-25-40-40  
SCP O. & E. MORIN - MEAUX (77). Tél : 03-25-40-40

## Proche-Orient

### Le plan de paix Moubarak

#### Les dirigeants israéliens n'ont toujours pas pu se mettre d'accord sur l'attitude à adopter

En s'efforçant de jouer les médiateurs entre Israéliens et Palestiniens pour rapprocher les positions sur d'éventuelles élections dans les territoires occupés, le président égyptien, M. Hosni Moubarak, a suscité une première réaction à Jérusalem : embarras et trébuchements au sein du cabinet d'union nationale.

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

A trois reprises cette semaine, les principaux responsables du gouvernement ont discuté à huis clos des propositions égyptiennes. Mais, vendredi soir 15 septembre, ils n'avaient toujours pas pu se mettre d'accord sur l'attitude à adopter. Le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, et son collègue du Likoud Moshe Arens, ministre des affaires étrangères, estiment qu'Israël n'a pas encore à répondre à l'initiative égyptienne : il n'y a pas lieu d'en débattre, disent-ils, tant que le plan de paix proposé en avril dernier par le gouvernement israélien - notamment le projet d'élections dans les territoires - n'a pas fait l'objet d'une « acceptation de principe » claire et nette du côté arabe.

#### « Une acceptation de principe »

Les travaillistes Itzhak Rabin (défense) et Shimon Pérès (affaires) sont d'un avis contraire : ils veulent donner suite à la démarche du rais, qu'ils considèrent comme équivalent bel et bien à une « acceptation de principe » du plan israélien. Impossible de se défilier et de ne pas répondre, disent-ils, alors qu'un interlocuteur arabe fait une offre de négociation à partir d'une proposition israélienne.

Le débat - qui va bien au-delà de cette querelle assez formelle - se poursuivra la semaine prochaine aux

Etats-Unis, d'où M. Rabin est tout juste de retour et où M<sup>me</sup> Arens et Pérès sont attendus en visite officielle. Au cas où « les Palestiniens » - en clair, l'OLP - donneraient leur aval aux propositions égyptiennes, on prête une double intention aux Etats-Unis : ils multiplieraient les pressions pour que les Israéliens acceptent à leur tour et accorderaient à M. Yasser Arafat le visa permettant au chef de l'OLP de se rendre à New-York à la prochaine session de l'assemblée générale des Nations unies. Pour l'heure, le feu vert palestinien aux propositions du plan ne paraît nullement acquis, comme en témoignent nombre de réactions au sein de l'OLP en général et de la direction de la Fatah en particulier.

#### Un parrainage américano-soviétique

Celle-ci remonte au début du mois de juillet dernier. Sollicités par les Etats-Unis et, discrètement, par M. Rabin, qui autorise alors certaines personnalités nationalistes des territoires à se rendre au Caire, les Egyptiens élaborent un texte en dix points (le Monde du 13 septembre). Il s'agit d'un catalogue de conditions et de précisions devant permettre aux Palestiniens de souscrire au projet israélien d'élections en Cisjordanie et à Gaza : participation des résidents arabes de Jérusalem au scrutin, garanties qu'une période de régime d'autonomie ne serait qu'intérimaire avant une négociation sur le statut définitif des territoires, laquelle devrait être fondée sur le principe de la « paix en échange d'un compromis territorial ».

Sur cette base, une délégation palestinienne pourrait accepter d'entamer les négociations avec les Israéliens. C'est du moins ce qu'espèrent les Egyptiens, qui ont tenté de convaincre M. Arafat.

Selon certains quotidiens israéliens, M. Moubarak souhaiterait que

de tels pourparlers aient lieu au Caire - éventuellement sous parrainage américano-soviétique - et aimerais pouvoir lancer les invitations lors du discours qu'il prononcera à la tribune de l'ONU le 29 septembre.

Les diplomates égyptiens ont fait preuve d'imagination pour contourner le traditionnel obstacle à la composition d'une délégation palestinienne acceptable pour tout le monde. Pour Israël, une telle délégation ne devrait comprendre que des résidents des territoires ; pour l'OLP, il est inconcevable que des représentants du mouvement national de l'extérieur - ne soient pas associés aux négociations. Le Caire suggère donc que ces représentants soient choisis parmi certains des militants nationalistes qui ont été bannis de Cisjordanie et de Gaza par les Israéliens.

Sur les dix points, comme sur la procédure et la composition de la délégation palestinienne, les travaillistes sont à peu près d'accord. M. Shamir et ses collègues du Likoud sont beaucoup plus réticents et tout particulièrement opposés à ce que des militants nationalistes expulsés des territoires se joignent à une éventuelle délégation palestinienne.

Du côté des Palestiniens, l'accueil n'est pas vraiment enthousiaste. Si les cercles nationalistes modérés des territoires (en gros, proches du courant central du Fatah) trouvent des « aspects positifs » à la démarche égyptienne, ils la jugent très incomplète, notamment parce qu'elle ignore le principe du « droit à l'autodétermination du peuple palestinien ». Ces mêmes cercles sont d'autant moins portés au compromis qu'ils sont aujourd'hui en concurrence avec une nouvelle génération de militants, plus jeunes et plus radicaux - appartenant souvent au Front démocratique et au Front populaire, les branches extrêmes de l'OLP, ou encore au courant islamiste.

ALAIN FRACHON.

### LIBAN

#### La reprise des canonnades souligne les difficultés d'une trêve

BEYROUTH  
de notre correspondant

Sans raison apparente, puisque le cessez-le-feu devrait être, en principe, solennellement proclamé samedi 16 septembre par le triumvirat arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) à partir de minuit, les canonnades ont brusquement repris vendredi après-midi, pour ne cesser qu'à l'aube de samedi.

Quels pouvaient donc être la signification et l'objectif de cette meurtrière flambée de la dernière heure, dont les médias du camp chrétien accusent les Syriens, alors que ceux du secteur musulman attribuent à la « clique de Michel Aoun », et dont ont été victimes - lourd bilan, surtout pour un bombardement sans objet - treize personnes (huit morts dans le réduit chrétien, cinq en secteur sous contrôle syrien).

Les explications sont nombreuses : ultime pression de l'un ou l'autre camp sur le triumvirat, conséquence du flou et du mystère entourant toujours les décisions dudit triumvirat, tentative de saboter à l'avance son plan de pacification, voire même déchaînement de dernière heure avant l'arrêt des hostilités. Aucune ne tient.

En fait, tant que n'aura pas été diffusé à Rabat, Alger et Riyad le communiqué des trois chefs d'Etat, et que le ministre saoudien des affaires étrangères n'aura pas donné, sous forme de conférence de presse, les explications complémentaires annoncées, il ne sera pas possible de se rendre compte en quoi le triumvirat s'est rétracté au regard de son rapport de début août, qui avait provoqué la colère de Damas.

En même temps, si la Syrie continue de refuser de discuter du retrait de ses troupes du Liban et de nier la levée du blocus aux négociations interbananaires sur l'entente nationale et si le général Aoun continue de refuser de négocier des réformes institutionnelles avant que la Syrie n'ait admis le principe du retrait de ses troupes, le risque est grand que le cercle vicieux persiste.

LUCIEN GEORGE.

## Diplomatie

### La conférence de Vienne

#### M. Joxe se prononce contre la dépénalisation de la drogue

Réunie à Vienne du 11 au 15 septembre, la deuxième conférence internationale des Nations unies contre la drogue a rassemblé des hauts fonctionnaires de cent ans pays, chargés de la lutte contre le trafic des stupéfiants sur le terrain.

Les participants ont appelé les gouvernements signataires de la convention des Nations unies de décembre 1953 contre le

trafic illicite des stupéfiants à accélérer sa ratification : signée par soixante et onze pays, elle n'a été jusqu'à présent ratifiée que par deux d'entre eux, les Bahamas et la Chine. Après avoir fermement renouvelé leur soutien au gouvernement colombien, les participants ont demandé que les pays en voie de développement bénéficient d'une aide accrue.

Enfin, la conférence a décidé la création d'une réunion permanente des professionnels européens de la lutte anti drogue, organisme auquel plusieurs pays de l'Est, URSS en tête, ont accepté de participer. Jusqu'à présent une telle structure n'existait qu'au niveau latino-américain, asiatique et africain.

VIENNE  
de notre envoyé spécial

N'auraient été les récents événements de Colombie, la conférence de Vienne serait vraisemblablement passée inaperçue. Alors que, depuis des années, experts et diplomates élaborent dans la discrétion, voire l'indifférence du plus grand nombre, de longs documents susceptibles de servir de base à une politique commune en matière de répression du trafic des stupéfiants, l'évolution de la situation en Colombie comme les bruyantes initiatives américaines pour soutenir le gouvernement de Bogota en lutte contre les gros bonnets de Medellín, n'ont pas peu contribué à braquer les projecteurs sur les colonnades de la Hofburg, l'ancien château impérial où s'est tenue la conférence.

Policiers, douaniers, juristes et diplomates qui composent les délégations n'en ont pas changé pour autant leurs habitudes. Durant cinq jours, chacun des créateurs a pris très brièvement la parole en n'oubliant surtout pas de remercier le président de la loi avoir donné. Immuable, cette étiquette n'a pas toujours permis d'éviter la langue de bois dont le représentant chinois, pour ne citer que lui, a donné un bel exemple en insistant que son pays ne commettait pas de problème de drogue, l'opium saisi en Chine ne provenant, selon lui, que du trafic des seuls pays voisins. Apparemment, Pékin veut ignorer qu'après avoir longtemps tenu un langage identique, les Soviétiques ont fini par reconnaître que drogues dures et douces n'avaient pas épargné leur pays, loin s'en faut.

La conférence de Vienne leur aura d'ailleurs permis de rendre publics quelques éléments chiffrés, jusque là ignorés des spécialistes. C'est ainsi que selon M. Chloov, vice-ministre de l'intérieur, qui conduisait la délégation d'URSS, les



récoltes clandestines de pavot couvraient en URSS une superficie de deux cent mille hectares. Ce chiffre, à lui seul, suffit à expliquer que les Soviétiques, venus à Vienne pour la première fois, sont désormais désireux de coopérer ardemment avec leurs homologues occidentaux.

Persone, toutefois, ne s'est formalisée des interventions trop courtes ou trop stéréotypées. L'essentiel était ailleurs, notamment dans les contributions écrites déposées sur le bureau de la conférence. A les parcourir, se dessine le profil d'une « industrie », avec ses techniques et ses contre-techniques. Qu'il s'agisse de la circulation internationale des conteneurs, du dressage des chiens « renifleurs », des banques de données, de l'envoi de stupéfiants par la poste, de l'intimidation des témoins, ou encore des passeurs qui ingèrent leur marchandise pour traverser les

frontières, la conférence de Vienne aura permis de réactualiser un savoir international dont l'efficacité est directement proportionnelle à sa diffusion. Plusieurs représentants du tiers-monde ont à ce sujet souligné les immenses besoins en matière de formation.

#### Cannabis africain

Tout aussi importants auront été les discrets entretiens menés hors de la salle des délibérations. « Au profane, une réunion comme celle-ci pourrait paraître sans utilité, reconnaît l'un des délégués français, mais elle a l'incomparable mérite de réunir sous le même toit les principaux responsables mondiaux de la lutte antidrogué. A écouter, par exemple, certains des confidences faites par des délégués africains qui savent que les paysans de leurs

pays, ruinés, ont planté du cannabis, nous présentons que nous serons bientôt inondés de nouvelles livraisons en provenance d'Afrique. Il faut l'intégrer dans notre réflexion. Et coopérer avec les services de nos pays. C'est d'autant plus facile que nous nous sommes rencontrés ici ».

Quant à M. Pierre Joxe qui, depuis le Sommet de l'Arche, a manqué peu d'occasions de s'exprimer sur la drogue, il a fait le voyage de Vienne au dernier jour des travaux, pour une déclaration en forme de manifeste. A l'opposé des conceptions qui, constatant la faible efficacité de la répression, préconisent la dépénalisation de la drogue, le ministre de l'intérieur, s'inspirant largement des réflexions menées à l'intérieur de la mission interministérielle de lutte contre la drogue que dirige M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, a solennellement tracé la ligne qui est celle du gouvernement français.

« Du bilan de nos insuffisances, de nos échecs, s'est dégage le ministre, faut-il tirer la conclusion qu'une dépénalisation totale ou partielle de l'usage des stupéfiants ferait la part du feu et permettrait au moins de contrôler ce que nous ne parvenons pas à détruire ? Mon pays y est profondément opposé, considérant en effet qu'il s'agit d'une démission morale collective (...). Si l'on se tourne vers les exemples contemporains de la libéralisation de la consommation, rien ne permet d'affirmer qu'ils aient entraîné une diminution de la toxicomanie ou de la criminalité liée à l'usage et au trafic de stupéfiants. Et même, si j'en crois les confidences de tel ou tel responsable, je serais presque tenté de dire : au contraire ! » Sur ce terrain, le soutien des participants à la conférence, fonctionnaires chargés avant tout de la répression, lui était d'avance acquis.

GEORGES MARION.

## Afrique

### apartheid à Pretoria

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...

Le régime d'apartheid à Pretoria...



## Afrique

### AFRIQUE DU SUD : après Le Cap

#### Marches contre l'apartheid à Johannesburg et à Pretoria

Une grande marche contre l'apartheid, qui a réuni environ dix mille manifestants, s'est déroulée dans le calme vendredi 15 septembre au centre de Johannesburg, après que la justice sud-africaine l'eût autorisée à la toute dernière minute. Une marche analogue, mais qui avait réuni plus de trente mille manifestants, avait déjà eu lieu mercredi au Cap après que le nouveau président sud-africain Frederik De Klerk lui eût personnellement donné le feu vert.

Parmi les manifestants de Johannesburg, partis de la cathédrale anglicane de Sainte-Marie pour aboutir, sans incident, au quartier général de la police de Vorster Square, on notait la présence d'un policier de réserve blanc en civil - seul policier présent parmi les manifestants, - qui arborait une pancarte proclamant « La police contre les abus de pouvoir de la police ». Plusieurs drapeaux que la loi interdit de déployer - celui du Congrès national africain (ANC, interdit), jaune, vert et noir, et celui du Parti communiste sud-africain (SACP), rouge - flottaient au-dessus de la foule.

Aux approches de la marche, qui a mis un peu plus d'une heure à parcourir les 1 500 mètres séparant la cathédrale du quartier général de la police, les forces de l'ordre ont maintenu un profil volontairement très bas.

Organisée par le Conseil sud-africain des Eglises (SACC), la marche était conduite par son secrétaire général, le révérend Frank Chikane. Huit mille manifestants environ étaient partis de Sainte-Marie, où un service religieux avait précédé le départ de

la marche, emmenée par de nombreux ecclésiastiques et enseignants. Deux mille autres marcheurs s'y sont joints en cours de route.

Le tribunal de première instance de Johannesburg, que le pouvoir avait chargé de trancher la question de savoir si cette manifestation devait être interdite ou autorisée, a donné son accord vingt minutes seulement avant que la marche ne débute.

Auparavant, lors du service religieux célébré à la cathédrale, on avait noté la présence, au premier rang des fidèles, de Winnie Mandela, l'épouse de Nelson Mandela. Certains observateurs ont interprété cela comme une réhabilitation par les milieux anti-apartheid noirs suite aux accusations dont elle-même et surtout ses gardes du corps avaient été l'objet après l'assassinat, en janvier à Soweto, d'un jeune militant.

A Pretoria, une autre manifestation, pourtant déclarée illégale, a réuni un millier de Noirs que la police - dont les consignes ont visiblement changé - s'est abstenue de disperser. - (AFP.)

● **Nomination d'un délégué zairois à la francophonie.** - Le président zairois, le maréchal Mobutu, vient de nommer un « délégué spécial à la francophonie » en la personne de M. Mouze Nsoni. Agé de quarante-six ans, il est licencié en philosophie et lettres de l'université de Louvain (Belgique) et a été successivement ministre de l'orientation nationale (1977), ministre de la culture et des arts (1977 à 1979) et ambassadeur du Zaïre, notamment en Israël et en Grande-Bretagne. Kinshasa doit organiser en 1991 le quatrième sommet francophone. - (AFP.)

### NAMIBIE

#### Arrestation d'un suspect après l'assassinat d'Anton Lubowski

Windhoek (AFP). - Un mystérieux ressortissant irlandais, suspect numéro un dans l'assassinat, le 12 septembre, de M. Anton Lubowski, un dirigeant blanc d'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain la Swapo, comparaitra sans doute lundi devant un tribunal de Windhoek pour y être inculpé de meurtre, a indiqué, vendredi 15 septembre, la police namibienne.

Un porte-parole de la police a confirmé que le suspect s'appelait Donald Acheson, comme l'a révélé un quotidien pro-Swapo de Windhoek, *The Namibian*. Cet homme, âgé d'une cinquantaine d'années, avait été arrêté à Windhoek mercredi, vingt-quatre heures après qu'Anton Lubowski eût été abattu devant son domicile.

Le porte-parole a refusé de commenter d'autres informations du *Namibian*, selon lesquelles le suspect, détenteur d'un passeport de la République d'Irlande, était un protestant né à Belfast (Irlande du Nord) et avait servi dans une organisation paramilitaire loyaliste d'Ulster, avant d'opérer maintenant pour son propre compte comme mercenaire.

La police, qui « étudie toutes les hypothèses », avait indiqué, jeudi, qu'elle enquêtait sur l'existence de liens éventuels entre cet homme et l'Armée républicaine irlandaise. Le *Namibian* affirme que ces rumeurs concernant l'IRA avaient pour but d'accréditer l'hypothèse d'un règlement de comptes interne à la Swapo. Selon cette hypothèse, un courant au sein de l'organisation aurait engagé un meurtre pour liquider Anton Lubowski.

[Cette controverse repose sur le fait que les extrémistes protestants d'Irlande du Nord sont réputés avoir des liens avec les milieux les plus conservateurs d'Afrique du Sud et, ainsi, de la Namibie, tandis que l'IRA pense pour soutenir la Swapo. Pour compliquer les choses, il apparaît, selon le *Times* de Londres, qu'il est très facile pour un Irlandais du Nord, désireux de cacher sa provenance, d'obtenir un passeport de la République d'Irlande.]

## Asie

### CHINE : après trois mois d'absence

#### M. Deng Xiaoping est réapparu en public

M. Deng Xiaoping est réapparu, samedi 16 septembre, après plus de trois mois d'absence, à l'occasion d'une entrevue accordée à un professeur américain d'origine chinoise, M. T.D. Lee, a annoncé l'agence Chine nouvelle, qui n'a fourni aucun détail sur ces entretiens. Le numéro un chinois avait fait sa dernière apparition en public le 9 juin - au lendemain des massacres de la place Tiananmen - pour féliciter les militaires pour leur action.

L'absence de M. Deng, dont les médias ne cessent de vanter les mérites, avait alimenté de multiples spéculations sur son état de santé. Déjà certains l'avaient cru mort début juin, d'autres l'avaient dit malade durant l'été, ce que Pékin, mais aussi les milieux dissidents à l'étranger, avaient démenti.

D'autres bruits avaient couru sur les difficultés politiques auxquelles il aurait eu à faire face à un moment où les éléments les plus conservateurs tiennent le haut du pavé, menaçant les réformes que M. Deng avait lancées dans sa période « réformiste » il y a une dizaine d'années.

Vendredi, le chef de l'Etat, le général Yang Shangkun, avait estimé que la Chine avait besoin de « deux ou trois ans » pour surmonter ses difficultés actuelles.

#### Echange d'expérience

Recevant une délégation parlementaire soviétique dirigée par M. Lukyanov, premier vice-président du Soviet suprême, il avait ajouté que, d'ici là, l'URSS et la Chine devaient développer leur coopération, entretenir des relations « amicales » et « échanger leur expérience ».

Enfin, à Taiwan, le gouvernement nationaliste s'appuie à déposer un projet de loi autorisant l'établissement sur l'île des dissidents ayant fui le continent depuis le 4 juin. Cette mesure permettrait à quelque soixante dissidents réfugiés à Hongkong de pouvoir obtenir l'asile politique à Taiwan. - (AFP.)

## Amériques

### COLOMBIE : la « guerre de la drogue »

#### Nouvelle série d'attentats

Après deux semaines de relative accalmie dans la capitale colombienne, les attentats à la bombe ont repris vendredi 15 septembre. Trois bombes ont particulièrement détruit des succursales bancaires du nord de Bogota. Une personne a été blessée. Un autre engin a détruit un centre commercial. La police affirme contrôler la situation, mais a indiqué qu'une véritable campagne de « terrorisme téléphonique » maintient la population dans un état de panique. Les écoles, collèges et universités sont particulièrement visés tout comme les édifices publics. Plusieurs alertes ont été obligées à des évacuations d'urgence.

Dans le sud-ouest du pays, à Cali, trois bombes ont explosé, - toujours dans des banques - blessant grièvement cinq personnes. Dans la ville de Medellín, les autorités ont annoncé l'arrestation de vingt-huit personnes soupçonnées d'être à l'origine de la vague de terreur qui a secoué la capitale du trafic de cocaïne. Selon le commandant de la quatrième brigade de l'armée, le général Jose Gregorio Torres, la plupart d'entre elles appartiennent à l'ELN (Armée de libération nationale, colombienne) qui aurait prêt ses services aux trafiquants de drogue.

Le gouvernement a d'autre part ordonné à l'aviation colombienne d'abattre tout avion soupçonné de servir au trafic de drogue. « Tout avion détecté alors qu'il vole sans autorisation ou dans des circonstances suspectes sera abattu », a indiqué un porte-parole du ministère de la défense. Cette mesure sans précédent s'appliquera aux avions survolant des zones interdites ou réglementées, aux appareils sans plan de vol autorisé et à ceux qui se poseraient sur des aéroports clandestins. Dans chaque base aérienne, deux avions militaires, pourvus de leur armement, ont été placés en état d'alerte permanente.

Les présidents des trois principaux pays producteurs de cocaïne - Colombie, Pérou et Bolivie - se réuniront à la fin du mois au Pérou pour planifier leur stratégie antidrogue. La date de ce sommet n'a pas encore été fixée. Le porte-parole du Pentagone a précisé à que sept équipes militaires - impliquant moins de cinquante Américains - forment actuellement à la lutte antidrogue les forces de ces trois pays. - (AFP, Reuter, AP.)

### SALVADOR : réunion à Mexico

#### Le gouvernement et la guérilla conviennent d'un calendrier de rencontres

MEXICO de notre envoyé spécial

Une petite lueur d'espoir vient de s'allumer à l'horizon d'un Salvador meurtri par neuf années de guerre civile qui a déjà provoqué soixante-dix mille morts. Réunis mercredi 13 et jeudi 14 septembre à Mexico, des représentants de la guérilla d'extrême gauche du FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale) et du gouvernement Alfredo Cristiani (En il y a six mois président de la République sous l'étiquette du mouvement d'extrême droite ARENA) ont progressé dans la recherche d'un retour à la paix.

« L'accord de Mexico », cosigné vendredi 15 septembre, en présence de l'évêque auxiliaire de San Salvador, Mgr Rosa Chavez, déclare que les deux parties belligérantes vont, tout d'abord, « se concerter en vue d'un cessez-le-feu ». Une première réunion aura lieu les 17 et 18 octobre prochains, à San-Jose, au Costa Rica. D'autres réunions suivront à raison d'une tous les trente jours. Chaque fois, deux représentants de l'Eglise salvadorienne assisteront aux travaux, et des représentants d'organisations internationales (ONU et OEA) pourront être présents.

Toutefois la prudence demeure de mise parmi les observateurs. Beaucoup estiment que M. Cristiani ne cherche peut-être qu'à « gagner du temps ». Ils soulignent, en particulier, le fait que la délégation de San Salvador ne comprenait aucun officier d'active - alors que le poids des forces armées dans ce pays en guerre est évidemment déterminant.

On s'accorde ici à penser que le nouveau climat entre Washington et Moscou a joué un rôle très important dans l'évolution d'une situation demeurée très longtemps bloquée. La guérilla ne pourra sans doute plus compter, à terme, sur la bienveillance de l'URSS qui lui était acquise du fait de la présence du Parti communiste au sein du FMLN. Quant aux autorités, elles ne peuvent plus non plus tenir pour certaine l'aide automatique des Etats-Unis. L'homme.

JEAN-PIERRE CLERC.

envie  
de PARLER  
d'aimer  
d'APPRENDRE  
de DÉMOCRATIE

3614  
code  
PS

1<sup>er</sup> DIRECT  
LE 19 SEPTEMBRE  
AVEC  
PIERRE MAUROY  
DE 18 H A 20 H

PS, on va loin ensemble!





# Politique

## La préparation des élections sénatoriales Alpes-de-Haute-Provence : le président du conseil général force l'union à droite... en se désistant

DIGNE  
de notre correspondant

Bien qu'il figure sur la liste d'investiture rendue publique par les instances nationales du RPR, le président et doyen du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence, M. Maurice Boniface (apparenté UDF), qui, au début de l'été, avait fait discrètement savoir qu'il envisageait de présenter sa candidature pour le renouvellement de l'unique siège de sénateur, a renoncé à cette idée « par souci d'union ». « Je n'ai jamais fait officiellement acte de candidature », tient-il à préciser, avant d'ajouter : « J'avais seulement fait part de mes intentions au sein du groupe UDF du conseil général, qui m'a d'ailleurs apporté un soutien unanime ».

Mais voilà, pour le malheur du président de l'assemblée départementale, le RPR — sept conseillers généraux sur les quinze de la « ma-

jorité relative » de droite (1) — avait également son candidat en la personne de M. Henri Savornin, maire de Montlar, conseiller général du canton de Seyne-les-Alpes. « Lors de la réunion commune que nous avons tenue après deux semaines d'inter-métiements et face à une situation que je sentais bloquée, j'ai pris la décision libre et réfléchie de ne pas me présenter », déclare M. Boniface. Ce renoncement a répondu à l'attente : mieux même, il a combié d'aise le RPR. « Il aurait été préjudiciable de nous laisser en première ligne, alors que nos deux mouvements se réunissent à l'intérieur de l'assemblée départementale. Je me suis donc rallié sans marchandages ni compromis à la candidature de M. Savornin », confie encore M. Boniface (2).

Une décision qui, pour certains, honore le « président », mais qui d'autres estiment regrettable, car, assurent-ils, « il pouvait mieux faire que le candidat du RPR ». Pour l'instant, M. Bernard Tardy (PS), candidat à sa propre succession, reste le favori (avec une vingtaine

de voix d'avance, selon les pointeurs du microcosme local) dans un scrutin qui se limite à une triangulaire entre la droite, le PS et le PCF qu'arbitreront les quatre cent soixante-sept grands électeurs. Situation qui fait dire à un supporter de M. Boniface : « Il a pris une sage décision. D'abord, parce que la présidence de l'assemblée départementale est une charge suffisamment lourde. Ensuite, parce qu'un président de conseil général ne peut se permettre de perdre ».

FRANÇOIS DE BOUCHONY.

(1) M. Boniface a été élu président du conseil général au bénéfice de l'âge (il aura soixante-cinq ans à la fin de l'année) après le renouvellement du septembre 1988, à l'issue duquel l'assemblée départementale s'est retrouvée partagée en deux blocs parfaitement symétriques de 15 conseillers de droite (7 RPR, 7 UDF et apparentés et un divers droite) et 15 conseillers de gauche (3 divers gauche, 1 MRG, 7 PS et 4 PCF).

(2) Au nom de l'union proposée par le président, le poste de conseiller général a été attribué à M. Gérard Velin, UDF-rad, conseiller général et adjoint au maire de Manosque.

## Doubs : six communistes pour trois sièges

BESANCON  
de notre correspondant

Les communistes alignent six candidats pour les trois sièges de sénateur à pourvoir dans le Doubs. A côté de la liste investie par les instances nationales du PCF, les « reconstituteurs » de la « Fédération communiste du Doubs », constituée en association indépendante, sollicitent, en effet, les suffrages des grands électeurs sans autre espoir. Il est vrai, que d'affirmer leur résistance aux tentatives de normalisation dont ils sont l'objet.

Les Verts se présentent également dans le département. Ils avaient décidé avant la réunion du conseil national interrégional (CNIR) en août et précisaient que cette candidature, justifiée par un score voisin de 12 % aux dernières élections européennes, n'a pas créé de situation de litige au sein du mouvement écologiste.

Les trois sortants, MM. Louis Souvet, le nouveau maire de Montbéliard (RPR), Georges Grullot, président du conseil général (RPR), et Jean Fourchier (UDF), entré au Sénat en août 1988, à la suite du décès d'Edgar Faure, dont il était le suppléant, auront aussi à affronter une liste de la majorité présidentielle et un candidat du Front national.

C. F.

## SITUATIONS

● **ARDÈCHE** : primaire à droite. — La candidature de M. Amédée Imbert (UDF-CDS), conseiller général et maire de Privas, crée un suspens à droite. Si sa présence dans cette consultation électorale ne menace pas la réélection de l'homme fort du département, M. Henri Torre (UDF-PR), président du conseil général, elle pourrait gêner celle de M. Bernard Hugo (RPR), conseiller général et maire d'Aubenas. Fort de l'appui de M. Torre avec qui il fait équipe, M. Hugo, président de l'Association des maires de l'Ardeche, demeure toutefois favori. Minoritaire, la gauche se présente, pour sa part, divisée, les candidats du PC, MM. Serge Piana et Alain Rissou, soulignant qu'ils ne se situent pas « aux côtés de la majorité présidentielle », représentée par MM. Michel Teston et Henri Bouvier. — (Corresp.)

● **ARDENNES** : un trouble-fête à droite. — Sénateur centriste depuis dix-huit ans, M. Maurice Bin a, cette fois-ci, fait équipe avec M. Jacques Sourdille (RPR), président du conseil général, l'autre sénateur sortant. M. Christian Masson (RPR) ayant choisi de ne pas se représenter. Ce mariage de raison entre le CDS et le RPR risque cependant d'être perturbé par la candi-

ature — jugée « malencontreuse » par M. Bin — de M. Michel Daval (UDF-PR) qui ne bénéficie pas de l'investiture de son parti. Maire d'un petit village de la périphérie de Charleville-Mézières, M. Daval dispose d'un atout non négligeable : il préside depuis six ans l'association départementale des maires qui regroupent quelque quatre cents élus sur un millier de grands électeurs. Sans illusion excessive, le Parti socialiste espère tirer parti de cette fracture à droite, en choisissant de présenter deux hommes de terrain, MM. Abel Norck et Lucien Bouchard, tous deux conseillers généraux. — (Corresp.)

● **ARIÈGE** : M. Authu (PS), sans effort. — Sénateur socialiste sortant, M. Germain Authu envisage l'avenir avec un optimisme... même en étant opposé à un représentant du PC et à deux candidats de l'opposition UDF-RPR. La raison d'une telle sérénité : la majorité des cinq cent quatre-vingt-six grands électeurs de ce département sont soit membres du Parti socialiste soit sympathisants. Un seul tour devrait donc suffire à M. Authu, qui pourrait améliorer son score de 1980 (70 %). — (Corresp.)

## Le PCF concurrencé en France par son parti frère transalpin

## Les communistes d'origine italienne s'organisent de façon autonome

Réunis le dimanche 23 juillet à Paris, en présence d'un dirigeant du PCI, des communistes italiens résidant en France ont décidé de s'organiser de façon autonome par rapport au PCF. C'est la fin d'un statu quo qui durait depuis près de trente ans. C'est aussi la confirmation des mauvaises relations qu'entretenaient aujourd'hui les deux partis.

Le Parti socialiste aura-t-il un jour comme principal partenaire sur sa gauche, en France, le Parti communiste... italien ? Question iconoclaste ! Et pourtant. Au Parlement européen, la question n'est plus incongrue car les deux parties se seraient bien les piliers d'une nouvelle gauche élargie au-delà des frontières nationales. Une chose est sûre, les dirigeants du PCI ne se sentent plus beaucoup d'affinités avec ceux du PCF puisque les deux partis ne siègent plus au sein du même groupe multinational à Strasbourg (le Monde du 20 juillet). Les communistes français se sont associés à leurs homologues portugais, grecs et irlandais du Nord pour former un groupe de quatorze membres (coalition de la gauche), tandis que les communistes italiens ont rallié à leur cause le parti frère espagnol, un député danois et un élu grec afin de constituer un groupe de vingt-huit membres (Gauche unitaire européenne). Aucun des deux groupes n'a jugé utile de faire figurer l'adjectif « communiste » sur son étiquette.

Cette méfiance entre les deux partis — elle porte essentiellement sur l'intégration politique européenne à laquelle le PCF est farouchement opposé — n'avait pas eu, jusqu'à présent, de prolongement en France même. C'est chose faite depuis le 23 juillet, car des communistes d'origine italienne résidant en France se sont constitués en « fédération », « section » ou « association », selon les termes utilisés par les uns et les autres. Il s'agit là de la fin d'un compromis, vieux de près de trente ans et, pour la direction du PCF, de la violation d'un principe intangible : « Il y a en France une seule classe ouvrière, donc un seul Parti communiste ».

Au début des années 60, les deux partis sont respectivement dirigés, en France, par Thorez et, en Italie, par Togliatti. Au cours de cette décennie, beaucoup d'Italiens émigrèrent. Environ six millions. Une part importante d'entre eux s'installèrent en France. Le PCF et le PCI passent un accord de coopération : les émigrés communistes adhèrent au PCF mais, pendant les campagnes électorales italiennes, le PCI envoie en France des permanents pour inciter au vote au-delà des Alpes. Bon gré, mal gré, l'accord fonctionne jusqu'en 1984, d'autant que le responsable de l'immigration au PCF est lui-même un Italien, M. Mario Fornaciari. Cependant, à partir de cette date, les relations sont beaucoup plus conflictuelles entre les deux partis. Les divergences se creusent sur l'Europe, et des émigrés italiens font part de leurs difficultés à militer au sein du PCF.

« C'était irrespirable », confie l'un d'entre eux. « On pouvait difficilement s'exprimer en dehors des orientations fixées par la direction », ajoute un autre. Si bien qu'en 1989 la direction du PCI dépêche en France un membre de la commission émigration, M. Ugo Boggero. Avec quatre de ses « camarades », permanents du parti italien, sa tâche est évidemment de faire du « rabattage » électoral pour le scrutin européen en Italie. Mais pas seulement.

## Le PCF veut crever l'abcès

De mai à juillet, M. Boggero fait la tournée des popotes. Officiellement, la direction du PCF ignore sa présence en France. Il écoute les doléances, il explique « le réformisme fort », qui devient un concept clé de son parti. En quelque sorte, il prend le pouls de sa base « émigrée » afin de pouvoir faire une présentation circonstanciée au secrétaire à l'organisation du PCI, M. Piero Fassino, à la fin juillet.

Une évidence saute alors aux yeux : ces communistes italiens de France veulent s'organiser de façon autonome, et la direction du PCI a grand besoin d'eux, notamment lors des nombreuses consultations électorales, pour assurer sa prééminence sur le Parti socialiste italien. « La direction du parti a senti la nécessité de renforcer les liens avec tous les immigrés italiens. Cette nécessité n'est ni un aveu ni une consigne, c'est un choix politique », confie M. Boggero, avec la touche diplomatique qui sied à ce genre de situation.

Et, pour se faire pleinement comprendre, le dirigeant italien ajoute : « On ne donne pas d'ordre. » Dans

le cas d'espèce, la direction du PCI n'avait pas besoin de forcer le destin. « Nous avons demandé à être organisés également en dehors des périodes électorales », dit M. Egidio Franchi, ancien permanent du PCF, qu'il a quitté au milieu des années 80. « Nos débats étaient vraiment épuisés par l'envoyé du PCI », sursourient M. Vincenzo Calzotto, vieux divorcé du PCF. Tous deux siègent parmi les dix-neuf membres du comité électoral formé à l'occasion des élections européennes, et qui a décidé de rester en place afin d'assurer la mise sur pied de l'organisation autonome du PCI en France.

Saisissant l'occasion de la publication d'un article d'Ouest-France dans son édition de Quimper consacré à une rencontre de M. Fassino avec le maire rocardien de la ville, M. Bernard Prignat et le maire « rénovateur » communiste d'une localité voisine, M. Jean-Pierre Jaudy, l'Humanité du 12 septembre, a décidé de crever l'abcès. Le PCF souhaite maintenant que l'affaire soit réglée au plus haut niveau. Il est vrai que la résurgence de cette forme de polycentrisme — Moscou n'est plus le lieu central du communisme — ne plaît guère aux dirigeants français. Ils ont toujours considéré que le PCI avait popularisé le concept du polycentrisme dans les années 60 pour leur propre profit, Rome remplaçant Moscou.

Les deux partis ne sont vraiment plus sur la même longueur d'ondes. Et l'on se demande bien à quoi servira une rencontre entre MM. Jean-Claude Gassot et Piero Fassino, les deux secrétaires à l'organisation, sinon à prendre acte d'un désaccord. La raison en est simple : M. Boggero considère que « l'accord des années 60 est dépassé », et que « pour représenter les communistes italiens, il y a la Parti communiste italien ».

OLIVIER BIFFAUD.

● **Fraude électorale** : deux militants communistes condamnés. — Deux militants communistes ont été condamnés vendredi 15 septembre, par le tribunal de grande instance d'Alès (Gard) à cinq et deux ans de privation de droits civiques pour fraude électorale lors des élections cantonales de mars 1985 dans le secteur d'Alès-Ouest. Deux autres militants communistes — MM. Francis Imbert, responsable CGT des mineurs du bassin d'Alès, et Jean-Michel Soubu, lui aussi conseiller municipal — ont été pour leur part relaxés.

## L'« ardoise » d'Angoulême est de 47 millions de francs

ANGOULÊME  
de notre correspondant

Le déficit de la ville d'Angoulême n'est pas de 37 millions de francs en 1989, comme l'affirmait l'audit remis en juin, mais de 47 millions sur un budget total de l'ordre de 600 millions de francs.

La chambre régionale des comptes vient encore d'écarter de 10 millions de francs la « trou » découlant dans les comptes de la ville à l'arrivée de M. Georges Chevannes (UDF-CDS), maire depuis mars dernier.

La dernière campagne municipale avait tourné, pour l'essentiel, autour de l'endettement de la ville. Le slogan « Angoulême, la ville qui vit en images » de M. Jean-Michel Boucheron, député socialiste et maire sortant, s'opposait à l'affirmation « Angoulême, ville ruinée » de M. Chevannes.

Dès son élection, le nouveau maire a fait réaliser un audit par un cabinet privé. Les conclusions rendues en juin étaient accablantes pour l'ancien maire socialiste : le budget primitif de 1989 avait été établi « de mauvaises foi », dissimulant un déficit de 37 millions.

Les conseillers municipaux socialistes furibants accusent M. Chevannes de vouloir « rayer

cette ville de la carte des villes dynamiques », et s'en remettant à la sagesse de la chambre régionale des comptes.

Celle-ci vient de donner son avis : non seulement les magistrats confirment les conclusions de l'audit, mais, en plus, ils soumettent le déficit de 10 millions supplémentaires, retrouvé entre-temps par M. Chevannes.

La chambre ne met cependant pas le couteau sur la gorge à la nouvelle équipe municipale. Elle lui propose de réaliser 12 millions d'économies tout de suite, en renvoyant aux exercices ultérieurs la répartition totale du déficit.

La solution passe par la subvention d'équilibre que M. Chevannes a demandée au ministère de l'Intérieur, dans la mesure où il s'est fait élire sur le thème de la pause de la fiscalité locale.

M. Chevannes est catégorique : « Les polémiques sur la gestion de [mon] prédécesseur doivent cesser », dit-il. Beaucoup, à Angoulême, ont déjà traduit : si le maire obtient sa subvention d'équilibre, il n'y aura pas de poursuites judiciaires de la part de la ville envers l'ancien maire, qui, justement, a été — pendant quelques semaines — secrétaire d'Etat aux collectivités locales auprès de M. Pierre Joxe.

JEAN-PIERRE DUFFRENE.

● **Fausse facture**. — La rapporteur du projet de loi sur le financement des partis politiques, M. Robert Savy, député socialiste de Haute-Vienne, s'est déclaré, vendredi 15 septembre, favorable à l'abandon des poursuites contre les hommes politiques impliqués dans des délits financiers par « l'application immédiate d'une loi plus douce ». « Il ne s'agit pas, a-t-il expliqué, de rétroactivité de la loi, ni d'amnistie, mais de l'application du principe juridique uti-

## L'élection municipale partielle à la Réunion

## Le PCR seul contre tous

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION  
de notre correspondant

Les électeurs de la commune de Saint-Pierre, dans le sud de la Réunion, étaient appelés, dimanche 17 septembre, à élire leur conseil municipal. Trois listes étaient en présence : l'une conduite par la fédération socialiste locale et dirigée par un médecin, M. Daoudjé ; une liste d'opposition, M. André-Maurice Phiboué ; et enfin celle conduite par le maire sortant, M. Elie Hoarau (député PCR, non inscrit).

Si, en 1983, M. Elie Hoarau avait fait alliance avec une fraction de la droite modérée de Saint-Pierre et les responsables locaux du Parti socialiste, cette fois-ci le PCR est seul contre tous. La rupture avec les socialistes s'est opérée peu après le premier tour des élections municipales du 12 mars dernier. Ce jour-là, en effet, mis en position de ballottage difficile par M. André-Maurice Phiboué, le député communiste décidait unilatéralement de considérer comme nulles les mille cinq cents voix recueillies par deux listes mineures, et il se proclamait élu.

Le tribunal administratif, puis le Conseil d'Etat, ont annulé ces résultats.

Le débat entre le candidat du PCR et celui du RPR a porté essentiellement sur la santé des finances communales et, surtout, sur l'appartenance de Saint-Pierre à un syndicat intercommunal, mis en place dans six communes communistes dès 1983 et présidé par le secrétaire général du PCR, M. Paul Vergès.

La perte de Saint-Pierre porterait un rude coup à la politique de coopération intercommunale mise en place par M. Vergès d'autant plus qu'un des communes du SIVOM — Saint-Leu — a été perdue par le PCR aux dernières municipales et que le député bariste, M. André Thien-Ah-Koon, ne ménage pas ses efforts pour inciter le maire de cette commune à quitter le syndicat.

ALIX DUJOUX.

## LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

UNE revue américaine, polémique, disaient certains, suivait le vocabulaire en vigueur pendant la guerre froide. Que reste-t-il, vingt ans, trente ans plus tard, de cette présentation polémique et caricaturale d'une publication en langue française qui ne se situait pas dans les courants dominants du climat intellectuel de l'époque ?

L'anthologie de textes publiés par Preuves entre 1951 et 1989, répond à la question et, surtout, apporte une intéressante contribution à l'histoire intellectuelle, si riche, si tourmentée, de l'après-guerre.

Preuves était la revue où s'exprimait Raymond Aron : il en était la figure de proue, écrit François Bondy, fondateur de la revue. Les sommaires des numéros publiés, et celui de cette anthologie qui a retenu une quarantaine d'articles, témoignent que le navire embarqué d'autres passagers prestigieux. Citons : Czeslaw Milosz, Ignazio Silone, André Malraux, Hannah Arendt, Boris Souvarine, Denis de Rougemont, Germaine Tillion, François Furet, le liste est loin d'être complète.

La tare de Preuves, à l'époque, était d'être fasciné par l'« argent américain », dans une perspective d'opposition politique et culturelle à l'attraction exercée par le « camp progressiste ». Il est vrai que la revue devait son existence au soutien financier d'un programme américain dans le cadre de la lutte idéologique que se livraient les deux grandes puissances. Elle était l'une des productions du Congrès pour la liberté de la culture, organisation elle-même financée par la syndicalisme américain et la CIA. (La rôle de cette agence de contre-espionnage ne devait apparaître que plus tard.) Pierre Grémion écrit en présentant l'anthologie : « La composante douteuse de ces sources multiples de finance-

ment finit par emporter l'organisation en 1967, dans un sentiment de malaise pour les écrivains, les universitaires et les journalistes européens associés au programme et par une crise morale sans précédent aux Etats-Unis alors même que ceux-ci s'ensuivaient au Vietnam ».

Cependant, précise François Bondy, Preuves « aux origines » et américaines, était une revue française qui s'affirmait contre le totalitarisme

rentes ! Mais, ajoute-t-il, « comme la polémique, l'anticommunisme nous était imposé ». Denis de Rougemont s'en expliquait ainsi : « C'est dans la seule mesure où nous refusions le mensonge en service commandé pour le douteux profit de l'importation que système, fut-il celui de nos Etats, c'est dans cette mesure que nous étions des « anti ». Au reste, nous pensions surtout à d'autres choses... »

Ces « autres choses » étaient la construction européenne, le réarmement de l'Allemagne, l'intérêt porté à la Pologne (avec pour résultats la découverte en France de Milosz et de Gombrowicz), le processus de décolonisation et le soutien de la solution de l'indépendance algérienne (qui valut au siège de la revue d'être plastiqué). Tout cela n'allait pas sans susciter débats et polémiques.

En les évoquant, trente ans plus tard, François Bondy note, à propos de l'Europe et de la question du neutralisme : « Quand nous lisons à présent dans la presse française des articles qui reprochent aux Allemands de l'Ouest de trahir la solidarité atlantique et de se mettre à l'Est, ces débats gardent, à cause du renversement inattendu, tout leur intérêt. »

Il est vrai que l'on mesure bien, entre les échos de ces affrontements idéologiques et les événements de l'actualité en Europe et dans les pays de l'Est, le chemin parcouru sur le terrain des idées politiques et sur le terrain tout court. Les plus grandes certitudes d'hier n'étaient pas forcément les mieux fondées, et ceux qui en doutaient, pas les moins avisés. Une leçon à retenir, puisque, aussi bien, elle vaut, peut-être, pour les certitudes d'aujourd'hui.

\* Preuves, une revue européenne à Paris. Editions Julliard, 398 p., 240 F.

صلى الله عليه وسلم



## RELIGIONS

En vue de déplacer le carmel.

### Un financement aurait été trouvé pour un centre de prières à Auschwitz

Selon l'agence polonaise PAP, citant un communiqué du secrétaire d'Etat polonais à Varsovie, en date du vendredi 15 septembre, un accord financier serait intervenu entre le primat de Pologne et M. Zygmunt Nisenzon pour la construction d'un nouveau centre de prières à Auschwitz, pourvu que le carmel contesté, comme le prévoient les accords entre juifs et catholiques signés à Genève en février 1987.

Financier installé en Allemagne fédérale, de confession juive et d'origine polonaise, M. Nisenzon a fondé une association, qui porte son nom et a son siège à Varsovie, spé-

### Mgr Decourtray s'interroge

Invité à réagir aux récentes déclarations du cardinal Glemp, Mgr Albert Decourtray qui présentait, vendredi 15 septembre à Lyon, les membres de son nouveau conseil épiscopal, n'a pas cherché à dissimuler son désappointement : « On est la vérité ? Dans l'interview qu'il a donnée à un journal polonais et dont le contenu m'a rempli de joie parce que Mgr Glemp y affirme prendre au sérieux les accords de Genève ? Ou dans les propos qu'il a tenus, trois jours plus tard, devant les étudiants en théologie de l'université de Lublin ? » s'est interrogé l'archevêque de Lyon. Il a expliqué ces réticences par la « complexité de la situation polonaise ».

A ceux qui estiment que l'intervention du pape permettrait de débloquer la situation, Mgr Decourtray répond : « C'est une opinion légitime. C'est possible. » Si l'a pas jusqu'ici demandé à Jean-Paul II d'intervenir, il n'est pas de la fête. « Je pense que le Saint-Père continuera à soutenir que nous nous entendons entre catholiques. Il souhaite vraisemblablement que cesse ce qui certains ont appelé improprement la guerre des cardinaux. » Enfin, Mgr Decourtray ne refuserait pas de rencontrer le cardinal Glemp.

### M. Dominique Ferry attaché de presse de Mgr Decourtray

Patron de presse, puis « berger » d'une grande communauté charismatique et diacre permanent, M. Dominique Ferry, quarante-cinq ans, marié et père de trois enfants, devient attaché de presse du cardinal Decourtray à l'archevêché de Lyon.

[Secrétaire général du groupe Hachette en 1973, il fut, de 1974 à 1976, directeur général de France Éditions et Publications, qui diffusaient, sous le pseudonyme de « France Éditions », le *Journal de l'Église* et *France Dimanche*. Successivement président de plusieurs sociétés de groupe, et notamment de *Télé 7 Jours*, chargé de mission pour la télévision à la direction générale d'Hachette, conseiller du PDG d'Europe 1 (1982), et président de *Nouvel Économiste* (1982-1983), il était président d'Affiliations Group.

En septembre 1983, à la surprise générale, M. Dominique Ferry avait abandonné toute ses activités professionnelles pour entrer, avec sa famille, au sein de la communauté charismatique du Chemin Neuf, dans la région lyonnaise. Il a été ordonné diacre récemment par Mgr Decourtray le 26 mars dernier.]

## DÉFENSE

### Pithiviers « ville morte » pour garder ses gendarmes

Les commerçants, artisans et les services de Pithiviers, une sous-préfecture du Loiret de dix mille habitants, ont fermé leurs portes, vendredi 15 septembre, pour protester contre l'éventualité du départ de l'escadron 6/4 de gendarmerie mobile qui réunit cent vingt hommes avec leurs familles.

Une pétition a été remise au sous-préfet, exprimant la volonté de la plupart des élus locaux, toutes tendances confondues, et de la population que la ville conserve sa garnison de gendarmes.

Selon les responsables du collectif qui anime l'opération « ville morte », le départ des gendarmes ferait perdre à Pithiviers certains services administratifs (049), le tribunal de la ville a été déplacé, et le bénéfice de subventions. Il serait un important manque à gagner pour les grandes surfaces et le petit commerce.

Ce projet fait partie d'un plan de réorganisation de la gendarmerie mobile (le Monde du 22 juillet), qui prévoit d'ici à 1991 la dissolution d'une vingtaine d'escadrons de la gendarmerie mobile pour renforcer en effectifs les certaines d'escadrons restants. Ce plan est en cours de réexamen au ministère de la Défense, car il suppose, notamment, des déplacements de garnisons et des mutations de personnels qui semblent aujourd'hui difficile d'effectuer depuis la fronde apparue, cet été, chez les gendarmes mécontents de leurs conditions de travail et de vie.

## SCIENCES

Les nouvelles moissons du sous-marin « Nautille »

### Mieux comprendre les séismes au Japon

La campagne franco-japonaise Kaiko-Nankai (le Monde du 8 août) s'est terminée le 10 septembre. Elle avait commencé le 8 août. Pendant ces trente-cinq jours, le petit sous-marin Nautille est descendu vingt-quatre fois dans le fond de Nankai qui marque la plongée de la plaque « Philippines » sous la plaque « Eurasie », dont la bordure orientale porte l'archipel japonais.

Cette plongée, qui se fait au rythme moyen insupportable d'environ 3 centimètres par an, menace toute la côte sud-est de l'île de Honshu (la plus grande des îles nipponnes) d'un très violent tremblement de terre. Au moins aussi violent que le séisme de 1854, dont la magnitude était supérieure à 8. Le tremblement de terre attendu sera encore plus coûteux en vies humaines et en dégâts matériels, car cette région du Japon est actuellement beaucoup plus peuplée et beaucoup plus industrialisée qu'elle ne l'était lors de la catastrophe du siècle dernier. La menace est tellement réelle que la population est soumise depuis plusieurs années à des répétitions qui lui apprennent ce qu'il faut faire et surtout ne pas faire en cas de catastrophe sismique. Mais nul n'est en mesure de prévoir quand et où le futur tremblement de terre se produira.

Deux séismes dans l'espace. — L'Union soviétique a lancé, vendredi 15 septembre, un engin spatial autonome, Cosmos 2004, avec à son bord deux macaques rhéus et plusieurs petits animaux de laboratoire. Deux ans après le dernier lancement d'un satellite biologique par l'URSS, en octobre 1987, cette nouvelle mission, prévue pour durer deux semaines, vise à examiner les effets de l'appareil et des radiations cosmiques sur les organismes vivants. Neuf expériences franco-soviétiques y seront menées. — (AFP, UPL)

En 1985, la campagne franco-japonaise Kaiko avait eu lieu avec le Nautille, alors tout neuf, dans plusieurs des fossés océaniques qui longent les côtes de l'archipel japonais (le Monde du 29 mai 1985 et du 21 août 1985). Elle avait révélé le rôle que joue l'eau dans les mécanismes de la subduction — la plongée d'une plaque sous sa voisine — dans le cas de Nankai-Nankai, la plaque « Philippines », qui est recouverte de sédiments gorgés d'eau — provenant des îles japonaises toutes proches — assés de se glisser sous le bord de la plaque « Eurasie ».

### Des stations sous-marines

Une petite partie de ces sédiments sert de plaque portante à laquelle elle sert de lubrifiant. Mais l'essentiel des sédiments ne passent pas : comme poussés par un bulldozer, ils se retroussent, s'accumulent depuis des millions d'années en « prisme d'accrétion » contre le rebord de la plaque « Eurasie » et, cette année, les passagers du Nautille ont constaté que ce matériau, pourtant très mou, est plié, faillé, déformé au point d'être comparable à la chaux alpin.

La campagne Kaiko de 1985 avait révélé, sur le « prisme d'accrétion », l'existence de résurgences d'eau chargée de méthane (1), signalées par des oasis peuplées de chiens (de gros bivalves), de vers géants, de crabes et autres animaux très particuliers. De plus en plus, les spécialistes sont persuadés que la circulation de l'eau dans les sédiments joue un rôle essentiel. Il est possible que des variations dans le débit et la température de cette circulation d'eau soient des signaux annonçant un séisme imminent, étant donné les contraintes qui s'accumulent sur le bord du fossé

avant le séisme et se relâchent brusquement au moment du tremblement de terre.

Le Nautille a donc déposé sur les fonds marins plusieurs appareils qui, capteurs, enregistrent en continu, mais indirectement, le débit de l'eau dans les cinquante premiers centimètres de sédiments. Des bateaux japonais viendront dans trois mois récupérer ces stations sous-marines grâce à un système de rappel par acoustique.

Dés maintenant, on sait que le débit est beaucoup plus important que ne l'imagineait, encore récemment, les spécialistes. A tel point que la circulation d'eau dans tous les « prismes d'accrétion » de tous les fossés océaniques du monde doit jouer un rôle important dans le bilan chimique global de l'eau de l'océan mondial.

YVONNE REBEYROL

(1) La quantité de méthane dans l'eau est de quelques parties par million. C'est peu. Mais c'est une teneur en méthane mille fois plus élevée que celle de l'eau de mer « normale ».

### Alerte en Guadeloupe à l'annonce d'un cyclone

L'alerte numéro un a été déclenchée, vendredi 15 septembre, à la Guadeloupe avant l'arrivée de l'ouragan Hugo. Selon les observations, il pourrait être plus dangereux, si sa trajectoire se confirmait, que les cyclones de 1976 et 1979, et au moins aussi grave que le cyclone de 1928, qui détruisit une grande partie de l'archipel guadeloupéen. Vendredi, des quêtes se sont formées devant les magasins de Pointe-à-Pitre. L'aéroport international de Raïs a été fermé à la navigation à 0 heure samedi. Tous les avions des compagnies locales ont été évacués en Amérique du Sud et ceux des lignes internationales devaient être détournés vers la Martinique. — (Corresp.)

Si le projet était retenu par M. Chirac

### Un référendum sur la voirie souterraine serait organisé à Paris

M. Jacques Chirac a commenté, vendredi 15 septembre à Paris, le projet de création d'une voirie souterraine à Paris, dans la capitale. « Dans l'hypothèse où nous serions favorables à une telle réalisation, je pense qu'un référendum, partiel ou sur cette affaire ne serait pas une mauvaise chose », a déclaré le maire de Paris, au cours d'une conférence de presse.

Deux projets sont aujourd'hui en concurrence : celui du groupe Bouygues et LASER de la société GTM-Entreprise.

Pour alléger la circulation en surface, Bouygues propose de construire, sous le boulevard des deux axes perpendiculaires : l'un, nord-sud, de Roissy à la rocade de banlieue A 86 ; l'autre, est-ouest, de l'autoroute de l'Est à la Défense. Des parcs de stationnement seraient construits tout au long de ces axes.

Récentement, les services de la ville et ceux de la préfecture de police ont conclu à la faisabilité du projet LASER (Lignes souterraines pour l'Alimentation des Rues). L'ouvrage souterrain, d'une longueur de 50 kilomètres de long, creusé à 30 et 70 mètres sous terre. Ce réseau reliait la périphérie à un aménagement central, toujours en sous-sol, conduisant à une vingtaine de sorties ou d'entrées, notamment vers la Défense, la Concorde, l'Opéra et la porte de Vincennes. Trois cent cinquante

mille véhicules pourraient quotidiennement emprunter ce réseau. Le coût de ce projet est estimé à 20 milliards de francs (le Monde du 15 septembre 1988).

Pour M. Chirac, l'existence d'une voirie souterraine « ne représente qu'un élément de la politique de circulation qui doit être considérée dans la capitale ». Mais le maire de Paris est resté dubitatif à propos de la création de sorties dans la ville, craignant qu'elles apportent dans la capitale un flux de voitures supplémentaires. Bref, le dossier doit être affiné et le maire devrait se prononcer définitivement au début de l'année prochaine. Si un des projets est retenu les Parisiens pourront alors être consultés.

De tels référendums locaux ont déjà eu lieu en France, notamment en 1987 à Angoulême à propos de l'ouverture de classe le mercredi matin. Toujours en 1987 plusieurs communes du Maine-et-Loire ont refusé par référendum un projet de stockage de déchets radioactifs. Enfin les habitants de Mont-en-Vallée (Nord) ont été consultés à trois reprises par la municipalité pour connaître leurs choix en matière de fiscalité et d'équipements sociaux. Ces référendums, simplement consultatifs, n'ont pas force de loi.

JEAN PERRIN

### A Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme)

### M<sup>me</sup> Mitterrand a visité un camp de réfugiés kurdes

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

L'épouse du président de la République, M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, a visité, vendredi 15 septembre, un camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme) où sont hébergés, depuis le début du mois d'août, trois cent trente-sept réfugiés kurdes venus d'Irak. Ces trois cent trente-sept personnes avaient dû quitter leur village de l'Est irakien au mois de septembre 1988, pour échapper, notamment, aux bombardements chimiques effectués par l'armée irakienne. L'accueil en France de ces réfugiés avait été décidé après une visite effectuée par M<sup>me</sup> Mitterrand, comme présidente de l'Association humanitaire Franco-Libanaise, au camp de Mardin-Kiziltepe, dans

l'est de la Turquie, où quatorze mille Kurdes d'Irak trouvent refuge.

Au cours de cette visite, M<sup>me</sup> Mitterrand, qui a reçu les témoignages de gratitude des réfugiés, a indiqué que ceux-ci devaient quitter le camp avant le 7 octobre, en raison des conditions climatiques de la région en automne et surtout en hiver. Aussi, après avoir rappelé, à propos des réfugiés, que « lorsque nous les avons fait venir — c'était en état de catastrophe — leurs conditions d'hébergement étaient telles qu'il fallait faire vite », M<sup>me</sup> Mitterrand a indiqué que des solutions étaient actuellement à l'étude et que différentes propositions faites par des élus pour accueillir les réfugiés sont en cours d'examen.

J.-P. R.

La mort de l'historien Denis Richet

### Un regard nouveau sur la Révolution

L'historien Denis Richet est mort, vendredi 15 septembre, à Paris, à l'âge de soixante-deux ans. France-Culture lui rendra hommage dans son émission « Les heures de l'histoire », le 25 septembre.

Parmi les historiens de sa génération, celle qui, dans le sillage de Fernand Braudel et d'Ernest Labrousse, a assuré la réputation de l'histoire française, Denis Richet, mort brutalement à l'âge de soixante-deux ans, avait une place originale. Il a été un magnifique écrivain de vocation. Ses enseignements de la Sorbonne puis à l'université de Tours, son séminaire à l'École des hautes études (où il avait été appelé en 1968 par Fernand Braudel, dont il était très proche), ont attiré à lui de nombreux élèves, fait de lui un maître de la discipline dans la démarche de recherche, de liberté critique dans la volonté de compréhension.

Appuyé sur une profonde connaissance des historiens français du dix-neuvième siècle qu'il aimait lire et relire, informé des recherches, les plus récentes, ses cours, transmis entre étudiants comme des trésors sans prix, constituaient une œuvre en eux-mêmes. En 1973, il fut nommé à la tête d'un petit livre, la France moderne : l'esprit des ins-

titutions, qui bouscula avec une intelligence dérangeante les descriptions convenues de l'Ancien Régime.

Le domaine de travail de Denis Richet était la France d'entre les guerres de religion et la Fronde. D'une thèse entreprise sur la société parisienne à l'époque de la Ligue, il avait acquis une familiarité unique avec les archives de la capitale, qui a nourri ses plus beaux articles. A travers ces études — consacrées à la géographie sociale parisienne, à l'articulation entre fractures politiques et divisions religieuses, à la constitution d'une noblesse de robe au service de la monarchie —, Denis Richet a construit une vision neuve d'une période qu'il tenait pour décisive dans la formation de l'État moderne.

### Ni dogmes ni frontières

Pour un plus large public, le nom de Denis Richet est surtout lié à un livre, publié en 1965 et écrit en collaboration avec François Furet, maintes fois réédité et traduit depuis : *La Révolution française*. Ce qui ne devait être à l'origine que le simple commentaire d'un recueil d'images devint la première véritable remise en cause de l'interprétation « classique » de la Révolution, identifiée alors à celle d'Albert Soboul. Accueilli avec faveur par les tenants de la lecture marxiste, le livre a fait son chemin et, même si ses deux auteurs ont ensuite emprunté des chemins divergents, leur œuvre commune a été à l'origine du profond renouvellement qui a saisi l'historiographie de la Révolution.

Enseignant attentif, exigeant d'abord pour lui-même, soucieux de faire partager son goût de l'histoire (il coproduit l'émission de France-Culture « Les heures de l'histoire », quasiment depuis sa création), Denis Richet n'a pu achever l'ouvrage promis par son savoir et son talent. L'historien qu'il était ne connaissait ni dogmes ni frontières : libre, elle parcourait le temps long de l'histoire de France aux trois premiers siècles de sa modernité, entre seizième et dix-huitième siècle, pour, à partir de l'Annot, mieux comprendre l'événement fondateur de notre monde contemporain.

ROGER CHARTIER

L'échec d'un dépistage du mongolisme

### L'enfant de la marge d'erreur

(Suite de la première page.)

Un nouvel examen a lieu un mois après. Lors du rendez-vous suivant, les époux Perxès apprennent que Gaëlle est mongolienne. « Je n'arrivais pas à y croire, raconte Jeanette Perxès. Nous avions fait tout ce qu'il fallait pour qu'elle ne soit pas atteinte. Nous avions consulté les médecins, pris des rendez-vous, fait des analyses dans le seul but de le savoir avant la naissance, et on venait nous annoncer maintenant que tout cela n'avait servi à rien ! »

Absorbé, Jean Perxès décide alors de téléphoner au professeur Emberger, qui s'était occupé des analyses. « Il était écroulé, souligne-t-il. Il m'a dit qu'il regrettrait et qu'il ne recommencerait plus jamais une chose pareille. » Au mois de juin 1986, les époux Perxès assignent l'institut d'hématologie du centre de transfusion sanguine (CTS) de Montpellier devant le juge des référés, qui condamne l'institut à payer 10 000 francs de provision à chacun des époux et ordonne une expertise médicale.

Le centre de transfusion sanguine — et, surtout, son assureur — refusent de croire à la faute. Malgré l'erreur de caryotype annoncée à la famille. Et, surtout, malgré une lettre adressée aux experts par le professeur Emberger, le 17 mars 1987, qui indique que l'analyse a eu lieu « dans une période où il y avait des problèmes de culture dans le laboratoire, entraînant une pousse lente et médiocre ». Le centre, précise le professeur, devait alors se contenter, lors de ses analyses, d'un petit nombre de mitoses de qualité moyenne et avec des cultures.

Mais rien n'est fait pour autant. La feuille de résultat parvient au centre hospitalier sans plus de commentaires, et le laboratoire ne propose pas de faire un nouveau prélèvement. Conduit « fantaisiste » de l'analyse, conclut le tribunal dans une décision du 16 juin dernier où il se déclare compétent dans cette affaire. « Le CTS, qui pouvait provoquer un autre examen, a pris délibérément le risque de l'erreur en conservant l'analyse médiocre ainsi réalisée. » La bête du laboratoire ne fait donc pas partie, semble-t-il, de la « marge d'erreur incompressible » que les médecins évaluent à environ une amniocentèse sur 100 000. Les avocats des Perxès, M<sup>rs</sup> François Roux et Alain Ottan, concluent sans mal à la « faute ».

Mais le débat est malaisé. Biaisé parfois. Comment demander réparation sans toutefois blesser Gaëlle et les autres enfants mongoliens ? Comment parler de ce « poids » sans que les avocats du laboratoire y découlent avec empressement un « rejet » ? « Nous l'avons cette enfant, répond simplement Jean Perxès. Jamais nous n'avons pensé une seconde à la placer dans une institution spécialisée. Elle est restée avec nous et ma femme s'en occupe en permanence car elle a besoin d'être beaucoup motivée. Mais il faudrait que nous vivions centenaire pour la protéger jusqu'à la mort. Je ne veux pas que ma fille soit mendicant ou échoue dans un asile, et je ne veux pas non plus que le CTS s'en tienne à rien. Il ont fait une faute qui a complètement chamboulé notre vie. Ils doivent s'en expliquer. »

### Accident de la nature

Les avocats du CTS et de l'UAP préféraient pourtant se défendre en invoquant le « droit du fœtus à la vie ». Comme si l'interdiction volontaire de grossesses n'avait pas été légalisée. « Un fœtus de quatre mois et dix jours est un enfant complet dont on distingue les traits du visage, dont les doigts portent des ongles, dont les narines sont déjà dessinées, explique M<sup>rs</sup> Pierre Albert tout en se défendant de remettre en cause la loi Veil. « On ne peut contester son droit. » Lors des résultats de l'amniocentèse, le fœtus avait pourtant vingt semaines. Jeanette Perxès se trouvait donc dans les limites prévues par la loi sur l'IVG. « C'est un accident malheureux de la nature, poursuivra-t-elle en s'adressant aux parents. Nous n'y pouvons rien. Ni vous, ni moi. » Les époux Perxès croient justement, en se rendant au centre de transfusion sanguine, pouvoir lutter contre ces « accidents de la nature ». « Quand j'ai appris que le résultat était faux, j'ai eu le sentiment d'avoir été piégé, dit aujourd'hui Jeanette Perxès. On m'a privé du choix tout en assurant que l'on me l'offrait. Mais après tout cela, comment pourrions-nous, du fond de leurs bureaux, nous faire des leçons de morale alors que nous nous occupons tous les jours de Gaëlle depuis maintenant cinq ans ? »

Le tribunal correctionnel de Montpellier rendra son jugement le 15 décembre.

ANNE CHEMIN











## théâtre

(Les jours de première et de relâche sont indiqués)

**TEX AVERY** Cartoons N° 1 v.o. : *Épée de Bois*, 5 (43-37-57)  
26-65 (43-37-57)  
**UN MORT EN PLEINE FORME** (v.o.) : *Le Champu*, 6 (43-54-51)  
26-65 (43-54-51)  
**LA VILLE DORÉE** (All. v.o.) : 43, 59 (47-70-63-60)  
26-65 (47-70-63-60)  
**YVES DUBOIS, LE CHOIX** (Fess. v.o.) : *Utopia Champollion* 26-84 (63-63)

# éâtre

## ACLES NOUVEAUX

**L'AVARE**, Comédie-Française (15-00-15) 20 h 30 sam. 20 h 30 sam (16).

**LES PALANES DE M. SCHUMACHUR**, (42-65-90-00) 21 h, sam. 16 h et 21 h (18).

**SADÉ-CONCERT D'ENFANT** Carroussel-théâtre de la Tenne (42-36-36-36) (dim. soir, lun.) 21 h, dim. 17 h 30 (19).

**CHARLES IX**, Cité internationale universitaire (45-89-33-69) (dim. lun.) 20 h 30 (19).

**LA DORÉE D'EMMELLE**, C. Davaux (43-80-51-31) (dim. lun.) 20 h 50, dim. 17 h 30 (19).

**LE SOUPÉ**, Montparnasse (44-77-74) (dim. soir, lun.) 21 h, 20 h 30 (19).

100

NE - SIMONE-BERLAU (

**SMAIN.** Olympia (47-42-  
(dim. soir. lun.) 20 h 30, dim.  
(19).  
**LA DISPUTE.** Théâtre Mont  
(42-33-80-78) (dim. soir.  
20 h 30, dim. 17 h (19).  
**LA CÉLESTINE.** Théâtre natio  
l'Océan (43-25-70-32) (dim.

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100  
101  
102  
103  
104  
105  
106  
107  
108  
109  
110  
111  
112  
113  
114  
115  
116  
117  
118  
119  
120  
121  
122  
123  
124  
125  
126  
127  
128  
129  
130  
131  
132  
133  
134  
135  
136  
137  
138  
139  
140  
141  
142  
143  
144  
145  
146  
147  
148  
149  
150  
151  
152  
153  
154  
155  
156  
157  
158  
159  
160  
161  
162  
163  
164  
165  
166  
167  
168  
169  
170  
171  
172  
173  
174  
175  
176  
177  
178  
179  
180  
181  
182  
183  
184  
185  
186  
187  
188  
189  
190  
191  
192  
193  
194  
195  
196  
197  
198  
199  
200  
201  
202  
203  
204  
205  
206  
207  
208  
209  
210  
211  
212  
213  
214  
215  
216  
217  
218  
219  
220  
221  
222  
223  
224  
225  
226  
227  
228  
229  
230  
231  
232  
233  
234  
235  
236  
237  
238  
239  
240  
241  
242  
243  
244  
245  
246  
247  
248  
249  
250  
251  
252  
253  
254  
255  
256  
257  
258  
259  
260  
261  
262  
263  
264  
265  
266  
267  
268  
269  
270  
271  
272  
273  
274  
275  
276  
277  
278  
279  
280  
281  
282  
283  
284  
285  
286  
287  
288  
289  
290  
291  
292  
293  
294  
295  
296  
297  
298  
299  
300  
301  
302  
303  
304  
305  
306  
307  
308  
309  
310  
311  
312  
313  
314  
315  
316  
317  
318  
319  
320  
321  
322  
323  
324  
325  
326  
327  
328  
329  
330  
331  
332  
333  
334  
335  
336  
337  
338  
339  
340  
341  
342  
343  
344  
345  
346  
347  
348  
349  
350  
351  
352  
353  
354  
355  
356  
357  
358  
359  
360  
361  
362  
363  
364  
365  
366  
367  
368  
369  
370  
371  
372  
373  
374  
375  
376  
377  
378  
379  
380  
381  
382  
383  
384  
385  
386  
387  
388  
389  
390  
391  
392  
393  
394  
395  
396  
397  
398  
399  
400  
401  
402  
403  
404  
405  
406  
407  
408  
409  
410  
411  
412  
413  
414  
415  
416  
417  
418  
419  
420  
421  
422  
423  
424  
425  
426  
427  
428  
429  
430  
431  
432  
433  
434  
435  
436  
437  
438  
439  
440  
441  
442  
443  
444  
445  
446  
447  
448  
449  
450  
451  
452  
453  
454  
455  
456  
457  
458  
459  
460  
461  
462  
463  
464  
465  
466  
467  
468  
469  
470  
471  
472  
473  
474  
475  
476  
477  
478  
479  
480  
481  
482  
483  
484  
485  
486  
487  
488  
489  
490  
491  
492  
493  
494  
495  
496  
497  
498  
499  
500  
501  
502  
503  
504  
505  
506  
507  
508  
509  
510  
511  
512  
513  
514  
515  
516  
517  
518  
519  
520  
521  
522  
523  
524  
525  
526  
527  
528  
529  
530  
531  
532  
533  
534  
535  
536  
537  
538  
539  
540  
541  
542  
543  
544  
545  
546  
547  
548  
549  
550  
551  
552  
553  
554  
555  
556  
557  
558  
559  
560  
561  
562  
563  
564  
565  
566  
567  
568  
569  
570  
571  
572  
573  
574  
575  
576  
577  
578  
579  
580  
581  
582  
583  
584  
585  
586  
587  
588  
589  
590  
591  
592  
593  
594  
595  
596  
597  
598  
599  
600  
601  
602  
603  
604  
605  
606  
607  
608  
609  
610  
611  
612  
613  
614  
615  
616  
617  
618  
619  
620  
621  
622  
623  
624  
625  
626  
627  
628  
629  
630  
631  
632  
633  
634  
635  
636  
637  
638  
639  
640  
641  
642  
643  
644  
645  
646  
647  
648  
649  
650  
651  
652  
653  
654  
655  
656  
657  
658  
659  
660  
661  
662  
663  
664  
665  
666  
667  
668  
669  
670  
671  
672  
673  
674  
675  
676  
677  
678  
679  
680  
681  
682  
683  
684  
685  
686  
687  
688  
689  
690  
691  
692  
693  
694  
695  
696  
697  
698  
699  
700  
701  
702  
703  
704  
705  
706  
707  
708  
709  
710  
711  
712  
713  
714  
715  
716  
717  
718  
719  
720  
721  
722  
723  
724  
725  
726  
727  
728  
729  
730  
731  
732  
733  
734  
735  
736  
737  
738  
739  
740  
741  
742  
743  
744  
745  
746  
747  
748  
749  
750  
751  
752  
753  
754  
755  
756  
757  
758  
759  
760  
761  
762  
763  
764  
765  
766  
767  
768  
769  
770  
771  
772  
773  
774  
775  
776  
777  
778  
779  
780  
781  
782  
783  
784  
785  
786  
787  
788  
789  
790  
791  
792  
793  
794  
795  
796  
797  
798  
799  
800  
801  
802  
803  
804  
805  
806  
807  
808  
809  
810  
811  
812  
813  
814  
815  
816  
817  
818  
819  
820  
821  
822  
823  
824  
825  
826  
827  
828  
829  
830  
831  
832  
833  
834  
835  
836  
837  
838  
839  
840  
84

UARIUM (43-74-99-61). Plage  
ération : 20 h 30, dim. 16 h.

(42-17). **MADELEINE** (42-65-07-09). F.  
geste : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.  
**MARIE STUART** (45-08-17-30)  
20 h.

100

**-EUSTACHE) (47-00-19-31**  
**bre de Santiago : 20 h 30, di**

NOUVEAUTES (47-70-32-76),  
Standing : 19 h 30 et 21 h  
15 h 30.

**PALAIS DES GLACES (SALLE)** (42-02-27-17). Sc.  
galli : 21 h.

**PALAIS ROYAL** (42-97-59-82)  
cours : tout va mieux ! : 17 h 30

**POCHE-MONTPARNASSE**

1. The first step is to identify the problem. In this case, the problem is that the company is not meeting its sales targets.

**THÉÂTRE D'EDGAR (43-2)**  
Existe en trois tailles : 18 h

**SAINT-GEORGES** (48-78-61)  
ment devenir une mère juive  
cons : 20 h 45, dim. 15 h.


**SPLENDID SAINT-MARTIN**  
21-93). Muriel Robin est au S.  
21 h.

**THÉÂTRE DE LA MAISON D'OR**  
DE MAL (48 04 72 82) 8-9

100-443887-100

reint Prince : 18 h 45. Les Eau  
: 20 h. Laurent Violet : 21 h 30  
reint. Tourné et Yvon

42-74-  
dim.  
FLÛSE  
2-31).  
dim.  
CAS : 13 h et 20 h 30, dim.  
19 h 30.  
**THÉÂTRE DE VERDURE DU  
SHAKESPEARE (45-27-13-8  
mirs d'amour dans un jardin :  
17 h.  
THÉÂTRE DU BEL AIR (43-  
Antigone : 20 h 30.  
THÉÂTRE DU TAMBOUR  
(45-04-23 742-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1**



**THÉÂTRE NATIONAL DE CHARENTA** (47-27-81-15). Grand Théâtre  
Chasseur : 20 h 30.  
**TINTAMARRE** (48-87-33-82).  
repasser) : 20 h 15. C'est  
21 h 30.  
**TOURTOUR** (48-87-82-48).  
geance d'une femme : 19 h. Por  
core : 20 h 30.

### Les cafés théâtres

**AU BEC FIN** (42-96-29-35). Y a-t-on dans la salle ? : 19 h, dimanche. Devos existe, je l'ai rencontré : 21 h 45. Les Négropolitains : 21 h 45.

**BLANCS-MANTEAUX** (48-83-27-21). Le 1980 : 20 h 15. Salla L. Arus : MC 2 : 20 h 15. noirs : 21 h 30. 1980 : 21 h 30.

**LE DOUBLE-FOND** (42-71-40-11).  
magique et ça tache Spectacle à  
routes les heures : 20 h 30 et 22 h 30.

**LE GRENIER** (43-80-68-01).  
d'une jeune fille dérangée : 22 h.

**PETIT CASINO** (42-78-36-50).  
Polytechnique, l'as pas cent

Ce que je fais : 22 h 45 et 24 h.









# Régions

## Auvergne

### Clermont groupe ses banquiers

La mairie de Clermont-Ferrand a décidé de se doter d'un nouveau moyen d'améliorer la gestion financière de la ville. Elle va associer autour d'un chef de file, qui sera le Crédit local de France, quatre établissements bancaires de la place : la Banque populaire du Massif central, la Caisse régionale du Crédit agricole, la Banque nationale de Paris et la Société générale.

L'objectif de cette opération est que la ville obtienne une meilleure offre financière, cumulant les produits les plus attractifs de chacun des établissements, tout en évitant une trop grande dispersion. En outre, le Crédit local de France assurera une mission permanente de conseil, d'étude des offres financières, d'analyse de la conjoncture et de suivi actif de la dette.

Le protocole porte sur un montant global d'emprunt de 85 millions de francs pour 1989, auquel s'ajoute une ligne permanente de trésorerie de 20 millions de francs.

Cette nouvelle méthode de gestion des emprunts et de la dette est déjà utilisée par quelques grandes collectivités en France.

## HAUTE-NORMANDIE

### Un tramway pour Rouen

Laurent Fabius a annoncé, dans une interview à Paris-Normandie, le lancement effectif du projet de « métro léger » (en réalité un tramway identique à celui qui circule à Grenoble) pour l'agglomération de Rouen (400 000 habitants) dont il préside le Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM).

Avec les élus socialistes de l'agglomération de Rouen il avait pourtant manifesté les plus grandes réserves sur ce projet lancé par le maire de Rouen, Jean Lecanuet, en 1987. AU PS on jugeait le métro léger « trop cher par rapport aux services rendus » et on reprochait à Jean Lecanuet de ne pas avoir considéré l'ensemble des problèmes des déplacements urbains. Finalement le projet initial est retenu dans ses grandes lignes par Laurent Fabius.

Avec un réseau long de 12 kilomètres ce système de transport en commun en site propre comprendra deux lignes reliant le centre de Rouen à Sotteville-lès-Rouen pour l'une et au Grand-Quevilly pour l'autre. L'avant-projet détaillé devrait être adopté à la fin de 1989 et les travaux commenceront à la fin de 1990 pour une ouverture prévue dans le courant 1993. Son coût est évalué à 1,5 milliard de francs.

## LEMOUSIN

### George Sand au Japon

Le Seibu Museum of Art de Tokyo organise jusqu'à la fin septembre une exposition George Sand : deux cents dessins, photos, gravures, objets et documents divers.

Le Seibu Museum est un peu le Beaubourg nippon. Ses expositions récentes ont été consacrées à Henri Michaux, Jacques-Henri Lartigue, Jean Dubuffet, Yves Klein, et quel-

Philippe Dufetelle, adjoint au maire de Toulouse

## Un Vert au Capitole

L n'y avait pas de personnage plus heureux que Philippe Dufetelle lorsque neuf cents Verts ont fait irruption dans les municipalités à la faveur des élections de mars dernier. S'il avait parfois douté de son propre engagement, cette victoire le rassurait définitivement. Lui-même, sept ans auparavant, avait sauté le pas en quittant les écoles puristes et durs pour rallier une équipe municipale. Celle de Dominique Baudis, candidat à la mairie de Toulouse. C'était le 23 décembre 1982. Ce jour-là, la *Dépeche* annonçait que le docteur Dufetelle et quatre de ses complices figuraient sur la liste Baudis. « Une décision aussi ambiguë que surprenante », commentait le journaliste. Un événement qui va faire du bruit à Toulouse même et à l'échelon national.

En effet, le docteur Dufetelle, qui avait alors vingt-neuf ans, avait déjà maintes fois défrayé la chronique. Ancien militant de la Jeunesse étudiante chrétienne, soixante-huitard enthousiaste, objet de conscience, écologiste de choc, il s'était affirmé jusque-là comme un opposant résolu à la politique municipale de Pierre Baudis, maire de Toulouse depuis douze ans et père du candidat.

Dans son curriculum vitae, Philippe Dufetelle pouvait inscrire d'éloquentes références. Depuis dix ans, partout où il était passé, il avait semé des associations contestataires. Cet ancien rugbyman avait souvent mis son mètre quatre-vingt-sept et ses cent kilos au service de la cause écologiste. La télévision l'avait montré enchaîné à un platane menacé par les tronçonneuses d'une entreprise routière. L'organisateur de la première manifestation de vélos qui avait jeté dans les rues mille cinq cents chevaux sur deux roues, c'était lui. Lui encore qui, pour alimenter sa coopérative de bouffe « bio », roulait jusqu'en Camargue chercher du riz non traité. Malgré sa tête d'adolescent auquel on aurait donné le Bon Dieu sans confession, il avait été la bête noire des renseignements généraux.

Lors de chaque élection, les policiers ressortaient sa fiche. Dufetelle avait fait campagne pour René Dumont en 1974. Il avait été lui-même candidat aux législatives de 1978, puis aux européennes de 1979. En 1982, le voilà au départ des municipales. Même sous la blouse d'étudiant en médecine il a réussi à

faire sensation. Le titre de sa thèse de doctorat : « Nuisances et risques de la centrale nucléaire de Golfech ». Un travail catastrophique pour EDF, mais irréfutible et qui lui vaut une mention « très bien ». Puis une diffusion à 7 500 exemplaires et deux années de conférences-débats à travers la France, au cours desquelles avec un sourire angélique et des questions pointues, aujourd'hui encore restées sans réponse, il torpille la belle assurance des nucléaristes.

### « Pouvoir réaliser quelque chose »

Et voilà qu'avec ce palmarès de combats et de peines à l'ennemi avec armes et bagages, entraînant avec lui plusieurs transfuges. Stupéfaction, désarroi et colère dans le clan écologiste. L'explication est pourtant simple. Dufetelle-le-oudoué est en avance de quelques années sur son temps. « Après dix ans de militantisme dans les rangs du contre-pouvoir », explique-t-il, « j'avais envie de réaliser enfin quelque chose. Or, une fois encore, à ce scrutin, nous allions à l'échec. Les socialistes avaient concocté une loi électorale qui nous éliminait si nous ne faisions pas 5 % au premier tour et nous obligait à entrer dans une autre liste si nous obtenions entre 5 % et 10 %. Alors autant y aller tout de suite, mais en posant nos conditions. Les socialistes toulousains n'ont pas bougé. Baudis, lui, est venu me chercher. Il m'a garanti l'indépendance politique, quatre élus, un poste d'adjoint et un programme d'environnement en dix points ».

Dufetelle accepte et se retrouve au Capitole. Le plus jeune adjoint qu'on ait vu depuis bien longtemps. Il y découvre l'administration municipale et le goût amer du pouvoir. Comme adjoint à l'environnement, il n'a à sa disposition qu'un modeste « bureau des plaintes » peuplé d'une trentaine d'employés un peu assoupis. Il veut les dynamiser et engager trois ingénieurs. Le service se met en grève. Passé ce cap difficile, le nouvel adjoint doit se tailler une place entre les mastodontes qui sont les directions de la propreté, de la circulation, de l'urbanisme et des espaces verts. Il obtient finalement un petit service

autonome, quelques responsabilités et un budget de 400 000 F. Le fauteuil qu'il espérait n'est qu'un strapontin. Bien entendu ses anciens amis le traitent de « pouzi » et soulignent à l'envi son impuissance.

L'usine d'incinération crache sa pollution sur la ville. Impossible d'arracher les 25 millions d'investissements nécessaires à sa transformation. La voirie installe les voitures sur les trottoirs et continue à massacrer les plantations. Quant aux pistes cyclables, elles n'avancent qu'à la vitesse d'un escargot. Mais le docteur Dufetelle paraît incrévable. A son foyer, à ses deux enfants, à sa clientèle, il ajoute deux passages quotidiens à la mairie et des séances de travail dans toutes les commissions où il peut avoir quelque influence. Des journées de douze heures, il arrache ainsi le quintuplement de son budget, l'aménagement en cheminement piéton des berges de la Garonne, le muséage des chemins des plus pollués, la modification du POS pour sauvegarder le patrimoine architectural toulousain. Et, pas découragé, il remet ça avec l'équipe Baudis aux élections de 1989. « La pire catastrophe qui pouvait m'arriver », dit son épouse, médecin comme lui.

Philippe Dufetelle sourit. « Si ce n'était pas le travail à la mairie, ce serait autre chose », dit-il. « Je suis actif ». Mais le grand gaillard s'empêche, il n'a plus une minute pour faire du sport, hormis un peu de vélo et du jardinage, le dimanche. Et ce dimanche à l'assaut cherchant est un goumard. Sa spécialité : le coucou occitan, dans lequel il remplace le mouton par du confit de canard.

A lors ne regrette-t-il vraiment rien ? « Je suis le Brice Lalonde toulousain », dit-il. Et l'observe que des centaines de Verts ont fait comme moi. Ils apprennent le métier de gestionnaire municipal. Il faut en passer par là. « Déjà l'adjoint fournit de nouveaux projets. Son rêve : devenir le patron de l'Agence pour la qualité de l'air. Mais avec une taxe sur les industriels lui donnant de vrais moyens financiers, comme celle que prévoyait les agences de l'eau. La haute silhouette du docteur Dufetelle, trente-six ans ce printemps, n'a pas fini de se profiler dans le paysage politico-écologique.

MARC AMBROISE-RENDU.

## NORD-PAS-DE-CALAIS

### Lille sans frontière

La métropole lilloise veut s'ouvrir à ses voisins belges. Chinoise contre la frontière, l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing ne fonctionne qu'à 180 degrés : quand on a discuté du SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) au début des années 70, les cartes ont été présentées en blanc de l'autre côté de la frontière. Pourtant les échanges sont nombreux de part et d'autre, les villes s'inscrivent en continu dans le paysage ; mais les lignes de bus s'arrêtent à 100 mètres de la douane et les voyageurs doivent descendre, franchir la frontière à pied et reprendre un bus de l'autre côté.

Aujourd'hui, l'agglomération qui nourrit des rêves de métropole européenne, à mi-chemin entre Paris et Bruxelles, veut s'ouvrir à 360 degrés. Depuis quelque temps l'idée est dans l'air d'un prolongement de la future ligne de métro qui doit rallier Lille - Roubaix - Tourcoing au-delà de la frontière, jusqu'au cœur de la ville belge de

Mouscron. Le bourgmestre, M. Detremmerie, est demandeur.

M. Pierre Manroy, maire de Lille, député du Nord et nouveau président de la communauté urbaine, voit dans ce projet une symbolique et espère recevoir l'appui financier de la Commission européenne. Mais il ne veut pas trop précipiter les choses et ne veut pas froisser les susceptibilités des Wallons et des Flamands en Belgique. « A eux de dire s'ils se sentent intéressés par des offres de coopération », déclare-t-il.

M. André Diligent, maire centriste de Roubaix, sénateur du Nord et nouveau premier vice-président de la communauté urbaine, plaide dans le même sens.

## PAYS DE LA LOIRE

### La mode s'apprend à Cholet

Le premier lycée de la mode, entièrement consacré aux formations des métiers de l'habillement, ouvre ses portes à Cholet, en Maine-et-Loire. Deux cent quarante élèves ont été accueillis, dont une quinzaine de garçons. L'établissement offrira quatre cents places en

rythme de croisière. Il devrait faire le plein l'an prochain.

Les formations proposées sont de trois niveaux, avec des passerelles possibles : BEP industries de l'habillement, brevet de technicien, BTS industries de l'habillement et stylisme-modélisme, plus une section expérimentale de modélisme industriel.

Financé par la région, le lycée aura coûté 30 millions de francs pour les bâtiments et 14 millions pour les équipements. Ce nouvel établissement devrait répondre à un besoin évident de l'industrie locale. Le Choletais est en effet après Paris le deuxième centre national de production de la confection textile. Très menacées les entreprises ont dû « délocaliser » une partie de plus en plus importante de leurs fabrications dans des pays à main-d'œuvre bon marché : Inde, Moyen-Orient, Maroc. Mais cette pratique a ses limites et pour répondre avec souplesse et rapidité aux demandes il faut conserver un volant - entre 30 % et 50 % de la production - de fabrication sur place. Pour cela les industriels locaux ont besoin impérativement de jeunes bien formés, très professionnels, que devrait pouvoir leur fournir le nouveau lycée.

## RHONE-ALPES

### L'Ain parie sur l'agroalimentaire

Après le pôle européen de plastrage d'Oyonnax, l'Ain met au point, de manière pratiquement simultanée, un projet de plate-forme agroalimentaire - un agropôle - à Bourg-en-Bresse.

Sur cette plate-forme seront associés des moyens de formation supérieure (dispensés sous l'égide de l'UT de l'université Lyon I), une unité de recherche, principalement tournée vers les applications industrielles et des laboratoires d'analyse, le tout devant fonctionner en parfaite osmose avec le milieu industriel local et régional.

Concrètement, la plate-forme s'articule autour d'une halle technologique de 1 500 mètres carrés, complétée par les laboratoires et le centre de formation. L'ensemble, d'une superficie totale de 3 000 mètres carrés, est inscrit dans une zone industrielle spécifique prévue à la sortie nord de Bourg-en-Bresse, le long de la RN 83 et de la future rocade est.

Le coût global du projet, dont l'ensemble des partenaires ont accepté le financement (sans pour autant déterminer sa part), se situe entre 60 et 62 millions de francs, dont 20 millions pour les seuls travaux de voirie. Le chiffre d'affaires de la plate-forme devrait se situer entre 5 et 13 millions de francs.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Etienne Benzet ; Georges Chatain ; Jean-René Lore ; Jean-Pierre Rouger ; Jean-Louis This. Coordination : J.-F. Simon.

La rencontre du FARDI - La rencontre organisée par l'Association pour la recherche et la diffusion des initiatives (ARDI) sur les initiatives culturelles municipales aura lieu à Cholet, le 23 septembre, et non le 29 comme il a été indiqué par erreur dans le *Monde* du 15 septembre.

Moins pour l'investissement, davantage pour le fonctionnement

## La nouvelle politique culturelle des régions

S UIVANT les chiffres que vient de publier le ministère de la culture et de la communication, les vingt régions métropolitaines qui ont été prises en compte (1) ont, entre 1984 et 1987, augmenté de 30 % leur effort financier en faveur de la culture à laquelle ont été consacrés en 1984 12,50 F et en 1987 16,30 F par habitant (francs constants corrigés de l'inflation).

Alors que leurs investissements ont été moins élevés en 1987 que trois ans plus tôt (- 5 % en francs constants), les conseils régionaux ont beaucoup développé leurs interventions en fonctionnement : celles-ci ont été multipliées, en francs constants, par 2,3 entre 1984 et 1987. Certains d'entre eux ont plus que triplé ce poste (Corse, Aquitaine, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Centre).

Toutefois, malgré cette progression très sensible en valeur absolue, ce secteur régresse en valeur relative : alors que la part du budget global consacré à la culture était en 1984 de 4,1 %, elle n'est plus en 1987 que de 2,8 %, ce qui s'explique par l'importante croissance des budgets régionaux (+ 90 % en trois

ans) entraînée par les transferts de compétence (lycées notamment).

Cela dit, les conseils régionaux ont profondément modifié la répartition de leurs dépenses. En effet, le doublement des dépenses de fonctionnement (multipliées par 2,3 en francs constants de 1984 à 1987) porte la part de celles-ci dans le budget culturel à 47 % alors que, en 1984, les dépenses d'investissement prédominaient encore nettement (74 % contre 53 % en 1987).

Ce changement d'orientation ainsi que l'apparition des dépenses de fonctionnement directes, quoique faibles et concentrées sur quelques postes (services culturels, centres et services d'information, activités commémoratives), constituent sans doute les prémices d'un changement de comportement des régions à l'égard de la culture.

Les associations régies par la loi de 1901 et les organismes assimilés à des établissements publics (orchestres régionaux, centres dramatiques régionaux, lieux d'enseignement scolaire ou

universitaires de la culture régionale...) sont les principaux bénéficiaires de cette nouvelle répartition des ressources. Ils en restent les destinataires essentiels avec les associations para-régionales (offices et agences régionaux, FRAC...) et les communes.

On note aussi une évolution sensible des objectifs culturels des régions. La production artistique (création, diffusion ou distribution des œuvres) représente en 1987 plus du tiers des dépenses des régions dans le domaine culturel. La musique, l'art lyrique et la danse constituent à eux seuls près de la moitié de ce poste : les régions ont multiplié par deux entre 1984 et 1987 les subventions de fonctionnement aux orchestres régionaux et autres formations musicales, aux théâtres lyriques, aux compagnies chorégraphiques et aux festivals.

Derrière la musique viennent le théâtre (18 % des opérations de production artistique) et l'art contemporain (13 % des dépenses de production artistique).

Les opérations de conservation du patrimoine, des musées et des

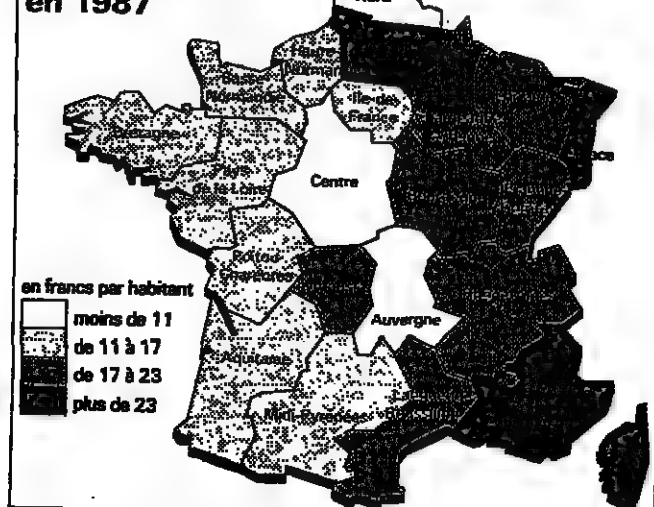
bibliothèques arrivent en deuxième place dans l'ordre des priorités. C'est, cette fois, surtout par le biais de l'investissement que cet objectif est financé par les régions puisqu'il représente près de la moitié de leurs dépenses culturelles en capital en 1987.

Le premier poste est, bien sûr, le patrimoine architectural. Viennent ensuite les musées avant les bibliothèques et la lecture publique.

L'animation polyvalente marque en revanche le pas par rapport aux autres domaines. En effet, l'investissement quasi structurel sur les salles polyvalentes et les MJC est très sensiblement inférieur en 1987 à celui de 1984 (respectivement - 50 % et - 19 % en francs constants). Par ailleurs, les subventions de fonctionnement aux organismes d'action culturelle polyvalente ont augmenté moins vite que les autres dépenses.

De même, on note que la formation artistique est l'un des secteurs où l'effort des régions diminue relativement : les régions ont moins participé à l'enquête de 1987, ses dépenses ont donc été

### Dépenses culturelles des régions en 1987



et la croissance de leur soutien en fonctionnement (+ 67 % en francs constants) est moins accentuée que pour les autres postes.

(1) Hors Auvergne et Nord-Pas-de-Calais. La région Auvergne n'a pas participé à l'enquête de 1987, ses dépenses ont donc été

retranchées des chiffres de 1984 afin de rendre les données comparables d'une année sur l'autre. La région Nord-Pas-de-Calais était également absente des résultats en 1984. Si on ajoute l'évaluation fournie par les services de cette région très importante (budget culturel estimé à 132 millions de francs pour la culture, soit 33,50 F par habitant en 1987), l'effort moyen des vingt et une régions passerait à 3 % de budget et à 17,70 F par habitant.







# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**L**a hausse d'été serait-elle terminée? Après deux mois de forte progression des cours (+10,5%) et des premiers jours de septembre particulièrement brillants, la Bourse a marqué une pause. L'indice CAC clôturait la semaine à 538,14 points perdant 0,51% par rapport à son dernier record historique de 540,9 inscrit lundi 11 septembre.

Ce mouvement de consolidation souligné de toute part a été favorisé par la perspective de publication vendredi d'une batterie d'indicateurs économiques américains. Pour la deuxième fois en trois semaines, la place a été contaminée par ce virus paralysant, ce « syndrome des indices », dont les premiers signes sont apparus voilà deux ans, allant ensuite en s'aggravant. A tel point qu'aujourd'hui le moindre chiffre inquiétant et que son attente inhibe les opérateurs. Précisément, le calendrier des deux derniers jours était très chargé, pour vendredi, pas moins de cinq statistiques américaines, parmi lesquelles la balance commerciale du mois de juillet.

Les trois premières séances illustrèrent parfaitement cet attentisme avec des indices oscillant entre -0,19% et +0,23%. La baisse de 1% du Dow Jones à Wall Street et le possible relèvement des taux en Allemagne pesaient un peu plus sur cette tendance jeudi. La journée se terminait sur un repli de 0,53%.

L'augmentation de 0,4% des ventes de détail au mois d'août outre-Atlantique était conforme aux prévisions, elle n'eut aucun effet sur le marché. Tout le monde se réservait pour le grand jour, l'indicateur de l'ouverture vendredi, les valeurs s'appréciaient de 0,01%. La tendance se raffermisit durant la matinée, les investisseurs réagissant cependant peu au 0,2% de hausse des prix enregistrés en France le mois dernier. Ils préférèrent attendre 14 h 30, heure à laquelle étaient publiés successivement le chiffre du commerce extérieur de juillet, les prix à la production d'août, les stocks des entreprises pour le même mois, la production industrielle et enfin le taux d'utilisation de ces capacités de production.

De cette avalanche de données, le marché n'en retint qu'une: les 7,58 milliards de dollars de déficit commercial. Un résultat nettement meilleur que prévu, puisqu'on parlait de 9 milliards de dollars contre 8,17 milliards le mois précédent. Cette confirmation de la rigueur économique des Etats-Unis déjoua le spectre d'une récession fut saluée par une hausse des valeurs de 0,31%. La journée la plus redoutée se révélait finalement être la meilleure des cinq semaines.

La semaine aura une fois de plus été rythmée par les annonces de résultats semestriels des entreprises. A l'exception de la progression des bénéfices de 25,7% des

## Attentisme

Compteurs modernes, les autres déçoivent. A commencer par ceux du groupe BSN (+12,4%) ou du constructeur de matériel électrique Legrand (+4,5%). La décevante victoire de la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électriques) dont les pertes pour les six premiers mois de l'année avoisinent les 150 millions de francs.

Les intervenants réagissent peu à la progression des gains de Michelin (1,627 milliard contre 1,256 milliard, dont 250 millions de résultats exceptionnels) publiés tardivement vendredi. Ils étaient plus intéressés par les rumeurs venues des Etats-Unis prêtant à la firme de Clermont-Ferrand l'intention d'acheter Uairoyal, Bihendum, fidèle à sa tradition, se refusant à confirmer ou infirmer la nouvelle de l'acquisition du deuxième fabricant de pneus d'Amérique du Nord, numéro cinq mondial.

La perspective d'éventuelles pertes chez Eurochemie alimente une série de bruits divers entraînant une flambée des cours. Des analystes évoquent une possible réorganisation de cette firme de distribution, alors que d'autres prédisaient un passage imminent sous la coupe du Prisma. Cette agitation contribue à l'effervescence observée autour des sociétés du groupe Lazard (Eurochemie, Rue Impériale...), actionnaire, via Vinsiprix, d'Eurochemie. Au chapitre des rumeurs, les deux leaders restent Eurochemie et la Navigation mixte. Le consortium chargé de construire le tunnel sous la Manche a pû cette semaine de multiples bruits en provenance de Londres. Le groupe aurait des difficultés dans la réalisation de la voie entre Douvres et la capitale britannique. Un échec de plus à ajouter à une liste risquant d'être longue et variée jusqu'à l'achèvement de cet ouvrage en 1993.

### Désaccord autour de la Sogéna

L'épais mystère entourant la Navigation mixte provoque de plus en plus de questions. Qui rassemble le capital du holding dirigé par Marc Fourmès? Des alliés de la direction en place, comme le laissent entendre certains gestionnaires, ou des rivaux? Les actionnaires institutionnels semblent pour l'instant se désolidariser de l'un ou l'autre des scénarios, se contentant, surtout, pour l'un d'entre eux — les AGF — de renforcer leurs participations. La Compagnie d'assurances est passée de 4,7% à plus de 5% et pourrait aller jusqu'à 10% pour des motifs fiscaux. Elle n'entend toutefois pas lancer une OPA. Une nationalisation rampante serait peu appréciée du public, affirment des gérants.

## Semaine du 11 au 16 septembre

tion rampante serait peu appréciée du public, affirment des gérants.

Au même moment, pour la première fois dans la courte histoire des privatisations, une privatisée en absorbe une autre. L'opération s'est toutefois pas surprise, puisqu'il s'agit de la Société générale et de sa filiale alsacienne, la Sogéna, dont elle détient déjà 65,19% des parts. Toutefois, les parités avancées ne semblent pas satisfaire les autorités boursières. La Banque propose en effet une action A Société générale pour quatre Sogéna, alors que le président de la Bourse de Nancy, où est négociée la Sogéna, estime qu'une parité de trois serait « plus appropriée ». Selon lui, « un certain nombre d'éléments importants ne sont pas pris en compte » dans cette évaluation, notamment les actifs « très particuliers » détenus par l'établissement alsacien à l'étranger. Cette conception différente est importante pour l'offre publique d'échange. En se basant sur les cours affichés mercredi, jour de l'annonce de l'opération, soit 527 F par la Société générale, le cours de reprise de la Sogéna ressort à environ 132 F, dans l'hypothèse émise par la banque, et à 176 F pour celle du responsable de la Bourse régionale. Le dernier cours inscrit par la Sogéna était de 124,50 F. Elle avait été proposée, lors de sa privatisation, en avril 1987, à 125 F.

Sur le marché à règlement mensuel, la semaine aura aussi été marquée par un gonflement anormal des transactions autour de la Société générale. Ce renforcement n'a rien à voir avec l'opération décrite ci-dessus. Il s'agit en fait de la poursuite du reclassement des actions de cette banque après de maus amies après l'échec de la prise de contrôle par Marceau Investissement au début de l'année.

Enfin, sur le second marché, le mouvement d'introduction de nouvelles sociétés interrompu pendant l'été a repris mardi avec l'arrivée de Sphère Communication. Le succès observé au premier semestre lors de la quinzaine d'opérations similaires s'est confirmé. Cette firme, spécialisée dans la presse gratuite, confie à la radio et à la distribution de prospectus, propose 375 000 titres au prix de 240 F l'unité. Elle sera souscrite par plus de 44 millions de demandes. La procédure d'offre publique de vente a permis de servir seulement 0,84% de la demande. La cote officielle, quant à elle, s'apprête à accueillir le 25 septembre la Minitel Bank (voir encadré). D'Amérique nous viendra à l'automne Mickey et son Eurodisneyland. La société chargée de construire et d'exploiter le plus grand parc européen de loisirs à Marne-la-Vallée proposera des actions uniquement aux ressortissants des Etats membres de la CEE. Un beau dessin animé des meilleures intentions européennes.

DOMINIQUE GALLOIS.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

#### Hésitation

Wall Street, qui sommeillait depuis le début de la semaine, est sorti de sa torpeur vendredi, après la publication de statistiques économiques meilleures que prévu. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles est tombé, mercredi, sous la barre des 2700 points pour la première fois depuis le 23 août. Il a terminé en baisse de 34,96 points par rapport à la clôture du vendredi précédent. La semaine aura été marquée par la prédominance des milieux boursiers dans l'attente de la journée de vendredi, lorsque seront publiés les résultats de nombreuses statistiques, mais aussi durant laquelle de nombreux contrats trimestriels sur indices arrivaient à leur terme. A cela s'est ajoutée la crainte que les entreprises américaines engagées dans les OPA se rencontrent les mêmes difficultés que Campen pour les finances.

Indices Dow Jones du 15 septembre : 2674,58 (contre 2709,54).

	Cours 8 sept.	Cours 15 sept.
Alex	74,50	74,50
ATT	39,12	40,75
Boeing	55,50	56,25
Chase Man. Bank	38,25	37,50
De Post de New York	116,57	116,62
Eastman Kodak	80,25	80,25
Exxon	44,62	44,67
Ford	53,75	53,12
General Electric	56,75	57
General Motors	49,87	49,12
Goodyear	57,12	56,75
IBM	116,25	115,62
ITT	61,62	62,25
Mobile Oil	57	56,62
Prior	70,125	70,125
Schlumberger	44,25	42,50
Temco	51,12	51,12
UAL Corp. (ex-Alleg)	279,75	279,75
United Chemical	52,50	52,50
USX	34,50	34,12
Westinghouse	67,12	67,75
Xerox Corp.	64,75	65,25

### LONDRES

#### En baisse

La baisse du début de semaine, relayée par la publication de résultats de grandes sociétés et l'annonce de la vente des actifs de BP en mer du Nord, a repris le 15 septembre malgré des indicateurs encourageants (inflation, réduction du déficit commercial américain). L'indice Footsie a terminé en repli de 57,4 points sur la semaine précédente.

L'autorisation donnée à Jimmy Goldsmith par le Takeover Panel de renouveler son offre sur BAT n'a pas fait réagir un marché ébranlé par la suspension des cotations de Ferranti (électronique) en raison d'une enquête sur des contrats passés à l'étranger et par le retrait du financier australien Alan Bond de la firme Lorrain.

Indices «FT» du 15 septembre : 100 valeurs, 2366,5 (contre 2423,9) ; 300 valeurs, 1949,7 (contre 2003,7) ; fonds d'Ext., 85,88 (contre 86,32) et mines d'or, 207,1 (contre 204,9).

	Cours 8 sept.	Cours 15 sept.
Beecham	644	512
Bovater	502	512
BP	318	315
Charter	567	553
Courant	387	384
De Beers (*)	14,87	
Free Gold (*)	8	
Glaxo	15,97	13,50
GUS	16,25	16,25
ICI	13,62	12,77
Reckitt	973	928
Shell	454	447
Unilever	658	638
Warren	241	240
Wool Lann	37,937	

(\*) En dollars.

### FRANCFORT

#### Donche froide

Après les sommets atteints la semaine dernière, les valeurs euro-allemandes ont subi une douche froide attribuée à une succession de facteurs négatifs, comme le bilan semestriel décevant de Deutscher-Bank, la crainte d'une hausse des taux d'intérêt due à la fermeté du dollar et la mise en règlement judiciaire demandée par le groupe de distribution COOP, dont la cotation a été suspendue le 15 septembre.

Indices du 15 septembre : DAX-30 : 1595,31 (contre 1657,61) ; Commerzbank : 1996,7 (contre 2052,1).

	Cours 8 sept.	Cours 15 sept.
AEG	261	247
BASF	385,80	385,80
Bayer	319,50	326,80
Commerzbank	255	245,50
Deutsche Bank	685,50	645
Hoechst	306	295,30
Kernstadt	644	637,20
Mitsubishi	249,90	275,50
Siemens	616	594,50
Volkswagen	499,20	471,10

### TOKYO

#### Calm

Après trois semaines consécutives de baisse, la Bourse de Tokyo est parvenue à stopper ce processus. Les cotations se sont effondrées durant quatre séances, vendredi étant un jour férié.

Indices du 14 septembre : Nikkei, 34401,88 (contre 34115,81) ; Topix, 2618,43 (contre 2583,12).

	Cours 8 sept.	Cours 14 sept.
Akai	790	817
Bridgestone	1790	1760
Casio	1710	1740
Fuji Bank	3600	3600
Mitsubishi Electric	2330	2350
Mitsubishi Heavy	1110	1120
Sony Corp.	8450	8250
Toyota Motor	2530	2560

### Pétroles

	15-9-89	Diff.
BP-France	148,70	+ 5,70
Elf-Aquitaine	536	- 1
Esso	512	+ 21
Exxon	240,9	+ 1,50
Primagaz	799	+ 45,90
Raffinage	175	+ 12,50
Royal Dutch	457	+ 4
Supergas	529	+ 14
Total	529	+ 14

### Mines d'or, diamants

	15-9-89	Diff.
Anglo-American	162,50	+ 1,50
Anglo	481	+ 2
Bull. Gold M. (2)	76,05	+ 1,12
Consolidated Field	153,80	+ 3,10
De Beers	99,20	+ 0,30
Jrnl. Cons.	71,20	+ 2,70
Junior (1)	170	+ 6,50
Harmony	36,15	+ 0,45
Randfontein	372	+ 3
Sainte-Hélène (3)	45,85	+ 0,28
Western Deep (4)	224,70	+ 3,04

(1) Coupon de 3,14 F.  
(2) Coupon de 7,57 F.  
(3) Coupon de 3,23 F.  
(4) Coupon de 3,26 F.

### Valeurs diverses

	15-9-89	Diff.
Accor	835	+ 5
Ajcomar	2900	+ 40
Bic	761	+ 6
Bis	705	+ 3
COOP	1654	+ 60
Club Méditerranée	649	+ 4
Esilor	3352	+ 62
Europe 1	1875	+ 14
Groupe Ciel	3869	+ 108
Hachette	450	+ 9
HAVAS	1121	+ 24
L'Air liquide	679	+ 1
L'Oréal	4570	+ 70
Navigation Mixte	1222	+ 77
Nord-Est	139	+ 5
Saint-Gobain	1864	+ 1
Sanofi	1050	+ 35
Skin Rosignol	1255	+ 45

### Alimentation

	15-9-89	Diff.
Bégine-Say	679	+ 28
Biscuits	3275	+ 1
BSN	746	+ 24
Carrefour	3500	- 56
Casino	226,20	+ 2
Eurochemie	3405	+ 355
Guyenne et Gascogne	142	+ 27
Mot-Hemessy	4515	- 29
Nestlé	33100	- 1610
Occid. (Gie)	933	+ 15
Perrier	1530	+ 1,50
Perrier-Ricard	1530	+ 1,50
Promodis	3765	- 45
St-Louis-Bouchon	1464	- 1
Source Perrier	1780	- 30

### Bâtiment, travaux publics

	15-9-89	Diff.
Auxil. d'entr.	1070	+ 11
Bouygues	740	- 30
Ciments Français	1715	- 15
Dumez	1055	- 69
GTM	1380	- 1
J. Lafont	1736	- 22
Maisons Phénix	83,50	+ 1,60
Poliet et Chausson	775	+ 5
SCREGE	1275	- 1
SCREGE	268	- 7,10

### Valeurs à revenu fixe ou indexé

	15-9-89	Diff.
PME 10% 1976	101,25	+ 0,25
3,80% 1977	122,40	- 0,60
10% 1978	102	- 0,10
10% 1979	101,80	- 0,20
9% 1979	100,38	- 0,32
10,80% 1979	104,75	- 0,34
16,20% 1982	102,15	- 0,15
16% 1982	104,84	- 0,16
CNE 3%	3790	- 0,24
CNE 5%	101,10	- 0,83
CNE 5% 1000 F	101,10	- 0,83
CNE 5% 5000 F	101,75	- 0,25
CNE 5% 1000 F	101,69	- 0,03

### Banques, assurances

#### sociétés d'investissement

	15-9-89	Diff.
Bell Equipment	385	- 1
Banque (Cie)	644	+ 11
Coleman	785	+ 20
CFP	1073	+ 33
CFI	490	+ 15
Chargem SA	1380	+ 85
Eurochemie	3230	+ 326
Héfin (La)	712	+ 6
Midland Bank	254	+ 1
Lochness	855	- 4
Méridien Bank	1475	- 30
Méridien Bank	204	+ 1,10
OFF	1643	+ 50
Paribas	591	- 4
Paris, de récep.	462,50	- 24,50
Préval	1133	+ 28
Schneider	1170	+ 302
Société générale	524	- 12
Suez (Cie Fin.)	394	+ 2,50
UCB	516,40	- 4,70

### Filatures, textiles, magasins

	15-9-89	Diff.
Agache (Fin.)	1690	+ 64
CFAO	700	+ 14
Danart	3732	+ 32
DMC	560	- 4
Galeries Lafayette	2150	+ 51
La Redoute	4538	- 10
Nouvelles Galeries	676	+ 49
Printemps	883	- 2
SCOA	74	- 1,40

### MATIF

Notionnel 10% - Cotation en pourcentage du 15 septembre 1989

	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	Juin 90
Prémier	108,44	108,34	107,96	-
+ huit	108,44	107,82	107,90	-
+ les	108,44	107,82	107,90	-
Dernier	108,12	107,94	107,90	-
Compensation	108,12	107,94	107,70	107,42

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	11 sept.	12 sept.	13 sept.	14 sept.	15 sept.
RM	3 328 067	3 002 068	4 164 108	2 804 238	-
Comptant	6 969 279	5 962 526	5 502 610	7 563 160	-
R. et obl.	521 050	339 041	408 093	338 231	-
Actions	10 818 396	9 323 635	10 074 811	10 705 629	-

### INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

	126,7	126,7	127,1	126,7	-
Françaises	126,7	126,7	127,1	126,7	-
Étrangères	120,2	119,7	119,7	118,6	-

### SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

	125	125,8	125,7	125	125,6
Tendance	125	125,8	125,7	125	125,6
Indice gén.	540,9	539,3	540,3	538,4	538,1
Indice CAC 40	1 901,46	1 899,72	1 901,64	1 889,62	1 897,63
OMF (base 100, 31 décembre 1981)	530,47	530,13	532,06	527,26	528,87

## Mitsui Bank bientôt cotée à Paris

Neuvième banque mondiale en termes d'actifs, futur numéro deux à dater de sa fusion avec Teiyo Kobe Bank en avril 1990 (le Monde du 30 août), la banque japonaise Mitsui Bank sera introdu







ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'exode des réfugiés est-allemands vers la RFA continue. 4 Le plan de paix Moutarak. 5 La conférence de l'ONU contre le trafic de drogues. 5 Marchés contre l'apartheid en Afrique du Sud. 5 Réapparition de M. Deng Xiaoping.	6 La préparation des élections sénatoriales. — « Livres politiques » par André Laurens.  <b>RÉGIONS</b> 12 Toulouse : un Vert au Capitole.	7 Mieux comprendre les séismes au Japon. — La mort de l'historien Denis Richet. 8 COMMUNICATION : les réactions après la nomination des directeurs généraux des chaînes publiques.	9 46 <sup>e</sup> Mostra de Venise : un palmarès de consensus. — « Naissance d'une nation » à Valmy : l'ébauche d'un grand tableau. — Musique : Chostakovitch par Solti et l'Orchestre de Chicago.	13 La situation dans les centres Peugeot de Mulhouse et de Sochaux. — Accord « d'assainissement » des relations entre Paris et Bagdad. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	Abonnements ..... 2 Cartes ..... 11 Météorologie ..... 11 Mots croisés ..... 11 Spectacles ..... 10 Télévision ..... 11	Tout sur la Bourse  3815 tapez LEMONDE  Les offres d'emploi du Monde  3615 tapez LM

## M. Mitterrand dans le Valais

La liberté de la presse n'est jamais acquise  
déclare le président de la RépubliqueBERNE  
de notre correspondant

Comme c'est souvent le cas lors des déplacements du président de la République, ce qui, à l'origine, devait être une simple visite privée et amicale a fini par prendre une allure officielle. Invité par M<sup>me</sup> Christine Arnothy, écrivain et veuve de l'ancien directeur du *Parisien libéré*, Claude Bellanger, à inaugurer, vendredi 15 septembre, à Martigny, dans le Valais, une exposition consacrée à la Révolution et à la presse, M. Mitterrand a également rencontré le président de la Confédération helvétique, M. Jean-Pascal Delamuraz, et le chef du département fédéral des affaires étrangères, M. René Felber. Une occasion d'exalter la liberté de la presse et « l'excellence des relations entre la France et la Suisse ».

Rendant hommage à Claude Bellanger, qui fut l'un de ses compagnons de la Résistance et qui a réuni une collection de quelques dix mille documents relatifs à la presse, M. Mitterrand a rappelé que, « comme on le disait dans le Valais, la liberté de la presse, c'est le boulevard de la République. Pour y arriver, il a fallu rien de moins qu'une révolution ».

Le chef de l'Etat a également fait valoir que « la liberté de la presse n'est jamais définitivement acquise, même dans nos pays », et qui a réuni une collection de quelques dix mille documents relatifs à la presse, M. Mitterrand a rappelé que, « comme on le disait dans le Valais, la liberté de la presse, c'est le boulevard de la République. Pour y arriver, il a fallu rien de moins qu'une révolution ».

Le chef de l'Etat a également fait valoir que « la liberté de la presse n'est jamais définitivement acquise, même dans nos pays », et qui a réuni une collection de quelques dix mille documents relatifs à la presse, M. Mitterrand a rappelé que, « comme on le disait dans le Valais, la liberté de la presse, c'est le boulevard de la République. Pour y arriver, il a fallu rien de moins qu'une révolution ».

seraient mis à la seule disposition d'un pouvoir ignorant des libertés fondamentales ». Et de citer le fondateur du *Monde* : « Hubert Beuve-Méry disait : Former un homme, lui donner des éléments d'information, c'est quand même autre chose que de lui donner une paire de chaussures ou un chapeau ».

Le président de la République a exprimé le vœu que les liens unissant la France et la Suisse se renforcent encore afin que chacun puisse jouer son rôle dans l'avenir de l'Europe. M. Mitterrand, qui est déjà venu à quatre reprises en Suisse depuis qu'il est président, a confirmé qu'il y reviendrait encore deux fois avant la fin de l'année. D'abord, il reverra le président de la Confédération le 15 novembre au Centre européen de recherche nucléaire à Genève, puis, le 15 décembre, à Bâle, où, avec le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, il participera à une rencontre au sommet des trois pays frontaliers.

JEAN-CLAUDE BURRIER.

— M. Mitterrand en Belgique. — Le président de la République se rendra en Belgique le 27 septembre dans le cadre de la présidence française de la Communauté européenne. Le chef de l'Etat, qui a entrepris une série de rencontres avec les dirigeants de la CEE, aura des entretiens avec le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Dans le cadre de cette tournée, M. Mitterrand doit avoir, mardi 19 septembre, à Lisbonne, des conversations avec le premier ministre portugais, M. Aníbal Cavaco Silva.

## GRANDE-BRETAGNE : après le meurtre d'un policier

## Le débat sur la peine de mort est relancé

LONDRES  
de notre correspondant

Le meurtre de sang froid d'un policier désemparé par un délinquant récidiviste a relancé le débat, jamais clos en Grande-Bretagne, sur le rétablissement de la peine de mort, abolie en 1965. Anthony Hughes, qui a passé quinze des quarante-deux années de sa vie en prison pour divers délits, au point d'acquiescer le surnom de « *Radiophonic Head* », a tiré à bout portant le 14 septembre sur un policier qui procédait à un banal contrôle d'identité et l'a achevé alors qu'il gisait à terre. Il s'est suicidé quelques heures plus tard, alors qu'il était cerné par la police, après avoir cherché sans succès à parler à un prêtre catholique.

Mme Thatcher a réagi, sur le peron du 10 Downing Street, en déclarant qu'elle était « favorable au rétablissement de la peine de mort parce qu'il y a des crimes si horribles que leurs auteurs devraient savoir qu'ils s'exposent à un tel châtiment ». La Fédération de la police a également réclamé la remise en service de la potence, au moins pour le meurtre de policiers et de gardiens de prison. Il est probable que le congrès du Parti conservateur, qui doit se tenir à la mi-octobre à Blackpool, sera saisi d'une motion invitant le gouvernement à choisir entre armer les policiers et rétablir la peine de mort.

L'inspecteur Raymond Coddling est le vingt-et-unième policier tué en service depuis 1980. Le vingtième l'avait été en avril, battu à mort par des voyous alors qu'il surveillait un débit de boissons clandestin à Birmingham.

Les Britanniques continuent généralement de préférer que les Bobbies ne soient pas armés en permanence. Le tendancé actuelle est d'ailleurs de réduire encore le petit nombre de policiers munis d'une arme à feu tout en leur donnant une meilleure formation pour le maintien de l'ordre. La majorité de l'opinion suit cependant Mme Thatcher à propos de la peine de mort. Le Parlement, qui a régulièrement voté depuis 1965 contre le rétablissement de la peine capitale, est tout aussi régulièrement accusé par la presse populaire d'ignorer les inquiétudes des gens simples, exposés à la délinquance, et de vivre dans un monde à part.

Mme Thatcher n'a jamais fait mystère de ses convictions, mais elle laisse ses ministres voter selon leur conscience. Le ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd, est ainsi un abolitionniste passionné. Les débats aux Communes sur la peine de mort sont généralement de bonne tenue, et suivis d'un scrutin où chaque parlementaire fait son choix en dehors de toute discipline de parti. Le dernier en date, le 7 juin 1988, avait vu une légère augmentation de la majorité opposée au retour de la potence. Celle-ci avait atteint 123 voix, contre 112 les du président vote sur le même sujet en avril 1987.

Chaque fois, sociologues et experts affirment, statistiques à l'appui, que la peine de mort ne constitue nullement une dissuasion. Mme Thatcher n'en croit rien et a encore répété jeudi que la situation changerait si les délinquants « n'étaient pas assurés, quoi qu'ils fassent, de ne pas perdre la vie ». Le propos est en fait à l'envers. En pratique il s'engage à rien.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## BIRMANIE

## Le régime militaire est accusé de torturer les opposants

Les étudiants dissidents et les membres des partis d'opposition birmanais sont souvent victimes d'arrestations et de tortures, ont indiqué des étudiants qui ont fui le mois dernier leur pays pour rejoindre les zones rebelles, à la frontière thaïlandaise. Ces allégations font suite aux déclarations de responsables du département d'Etat accusant le régime militaire birman de torturer de façon systématique les prisonniers politiques et de poursuivre la répression commencée après le putsch militaire du 18 septembre 1988. Les Douze ont récemment protesté contre « l'aggravation de la politique répressive en Birmanie ».

Un étudiant a raconté qu'il avait fui Rangoun pour échapper à une nouvelle vague d'arrestations ; il était un ancien garde du corps du chef de l'opposition, M<sup>me</sup> Aung San Sun Kyi, assignée à résidence en juillet. Il dit que la plupart des collaborateurs de cette dernière sont en prison et qu'il a assisté à l'arrestation de l'un d'eux, qui a été roué de coups par les soldats. Des policiers ont aussi planté des clous dans les genoux de l'un de ses amis.

D'autres informations ont fait état de « marches de la mort » organisées par l'armée, qui a contraint des étudiants dissidents à marcher ou à servir de porteurs dans la jungle du nord du pays ; ils étaient également battus et torturés. Un certain nombre d'autres ont été tués.

Rangoun a démenti ces informations. Le secrétaire du SLORC (Conseil pour la restauration de la loi et l'ordre), le brigadier-général Khin Nyunt, a, dans une conférence

de presse tenue le 9 septembre, démenti « les mensonges diffusés par la presse étrangère ». Il s'en est pris au Congrès américain, dont des membres ont écrit une lettre dénonçant les autorités militaires : « La Birmanie est un pays indépendant, elle n'est le satellite de personne et ne se laissera dicter son sort par personne », a-t-il affirmé.

Le général Khin Nyunt a enfin accusé les responsables de l'opposition de collusion avec l'étranger : ainsi l'ancien premier ministre U Nu a-t-il été accusé d'avoir visité huit pays étrangers, l'ex-ministre de la défense Tin U d'avoir écrit à des chefs d'Etat et de gouvernement étrangers ainsi qu'à Amnesty International, et M<sup>me</sup> Aung San Sun Kyi d'avoir reçu des étrangers et des diplomates sans jamais faire de rapport (aux autorités) ni leur demander l'autorisation ».

● NÉPAL : arrestation de mille deux cents opposants. — Environ mille deux cents étudiants et membres du parti du Congrès népalais (interdit) ont été arrêtés vendredi 15 septembre dans plusieurs villes du pays, ont annoncé des sources proches de ce parti ; ce qui porterait à trois mille le nombre de personnes incarcérées au cours de la « semaine de réveil du peuple » organisée depuis le 9 septembre par le Congrès pour réclamer la fin du système de parti unique. Pour sa part, le ministère de l'Intérieur a affirmé que six cent vingt-quatre personnes seulement avaient été interrogées et que quatre cent vingt-trois avaient déjà été libérées. — (AFP.)

## Après la démission de deux traders

## Le groupe Ferruzzi va recentrer son activité de négociant international

Le groupe agro-industriel italien Ferruzzi a perdu, le 14 septembre, les cerveaux de sa branche de négoce international de grains basée à Paris. Dans la soirée de jeudi, M. Frank Gleason, patron du *trading*, et son second, M. Roland Gagliardini, ont démissionné avec éclat, deux mois après un autre négociant, M. Maurice Elbaz. La direction de Ferruzzi a confirmé ces départs qu'elle explique par des « différends sur les stratégies de négoce ». Le groupe, dirigé par M. Raul Gardini, envisage dans une formule qui reste très floue de « réorganiser ses activités de négoce international dans le secteur des produits agricoles ».

Une certaine agitation régnait en fin de semaine dans le milieu fermé du négoce européen, certains professionnels s'interrogeant à voix haute sur l'avenir de Ferruzzi dans la compétition très particulière des échanges céréaliers, où il s'est engagé depuis seulement 1985. Au cours des deux dernières années, le groupe de Ravenne avait affiché de grandes ambitions, espérant par son agressivité ravir des parts de marché

aux géants du grain que sont les américains Cargill et Continental ou le français Louis-Dreyfus. Pour entrer en force sur ces marchés à hauts risques, Ferruzzi avait débanché le champion du négoce de chez Cargill, qui n'était autre que Frank Gleason.

En très peu de temps, le groupe italien est devenu un interlocuteur de poids dans les échanges de blé et de soja, en particulier vers l'URSS et la Chine. En 1988-1989, Ferruzzi s'est arrogé le tiers des ventes de céréales françaises vers l'Union soviétique (500 000 tonnes) et 85 % des ventes de soja vers Pékin. Les concurrents ne manquaient pas de grincer des dents face à ce nouvel adversaire qui employait une arme jugée, à terme, suicidaire : consentir des rabais de 4,5 voire 6 dollars par tonne aux acheteurs, en espérant que les auxiliaires de Bruxelles combleraient le manque à gagner par le jeu des restitutions (subventions à l'exportation). « Ils ne pouvaient pas apprendre en deux ans ce que nous avons mis un siècle pour comprendre », entendait-on, vendredi

ERIC FOTTORINO.

(1) La direction de Ferruzzi dément ce chiffre. Pour 1988, l'activité de négoce a dégagé un résultat net de 100 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 42 milliards de francs.

Le numéro du « Monde » daté 16 septembre 1989 a été tiré à 539 147 exemplaires

## Le Canadien Bombardier rachète le deuxième constructeur ferroviaire français

La société canadienne Bombardier a annoncé, le 15 septembre, qu'elle rachèterait d'ici à la fin de l'année le constructeur ferroviaire français ANF-Industrie, un groupe Ateliers de construction du nord de la France (ANF) pour la somme de 22 millions de dollars canadiens (123 millions de francs).

ANF-Industrie, qui est installée à Crespin (Nord), emploie mille cent cinquante personnes et occupe la deuxième place dans l'industrie ferroviaire française loin derrière GEC-Alsthom. Il a participé, au côté de ce dernier, à la construction des trains à grande vitesse, mais son cheval de bataille est le turbomoteur qu'il a vendu à la SNCF, aux Etats-Unis, en Iran et en Egypte. Il a coopéré à la construction de deux cent vingt-cinq motrices pour le métro de New-York. Il fabrique, par ailleurs, des voitures de banlieue à deux niveaux, des autorails et des bogies.

● Mutzig : la CGT veut « prendre la responsabilité » de la production. — Le syndicat CGT de la brasserie de Mutzig (Bas-Rhin) a annoncé, jeudi 14 septembre, qu'elle prenait « la responsabilité de la production » et du soutirage des fûts : en effet, la direction, qui compte fermer cette unité (150 salariés) à la fin de l'année, a annoncé l'arrêt du brassage à la fin de septembre et de la mise en fûts en octobre. Selon la CGT, la direction aurait proposé de continuer à payer les ouvriers jusqu'à la date officielle de fermeture (le 31 décembre), malgré l'arrêt de la production, ce qui, pour le syndicat, ne respecte pas la « dignité » des ouvriers.

Pour ANF-Industrie, qui avait contribué en 1988 aux portes (83 millions) de sa maison-mère ANF, le rachat par Bombardier est l'ultime étape d'un plan de restructuration commencé, en 1988, par M. Claude Etcheberry et qui s'est traduit par de sévères réductions d'effectifs. Le constructeur français se trouve, désormais, associé à une équipe dynamique qui vient de remporter une bonne part du marché des navettes du tunnel sous la Manche. En effet, Bombardier, sa filiale belge Bruggel et Nivelles-Constructeurs ferroviaires et ANF-Industrie ont reçu une commande de matériels roulants d'un consortium Eurotunnel pour un montant total de 3,6 millions de francs.

En rachetant ANF-Industrie, le québécois Bombardier (motos, neige, métros, avions Canadair et Shorts) ne fait pas que renforcer sa présence en Europe où le marché ferroviaire est à la fois le plus dynamique du monde et le plus réservé aux industries nationales. Il s'approprie la technologie du turbomoteur qui pourrait séduire les Américains pour desservir à plus de 200 km/h le corridor Boston-New-York.

Le gouvernement français ne devrait pas trouver à redire à ce rachat : la SNCF n'est pas fléchée d'avoir un autre fournisseur que GEC-Alsthom et cette société préfère, de loin, voir arriver en France Bombardier — qui l'aide à vendre son TGV en Amérique du Nord — que le redoutable helvéto-suédois ABB.

AL. F.

● M. Chirac et les préséances. — Interrogé, vendredi 15 septembre, sur le nouvel ordre des préséances établi par décret en conseil des ministres (le *Monde* du 15 septembre), M. Jacques Chirac a estimé qu'en France « le protocole est trop titillan ». A propos du rang attribué au maire de Paris dans les cérémonies publiques — le 21<sup>e</sup> rang, après le préfet de la région Ile-de-France et le préfet de police — M. Chirac a ajouté : « Je ne trouve pas tout à fait normal que le maire de Paris soit situé dans ces conditions », mais, « si c'était autrement, cela voudrait dire aussi que le maire de chef-lieu, dans un département, devrait passer avant le préfet ». Le maire de Paris a soufflé, toutefois, qu'il n'avait

« jamais été très attaché aux questions protocolaires ».

● Front national. — A la suite de la crise opposant l'éter-major du Front national à sa fédération du Bas-Rhin (le *Monde* du 16 septembre), le secrétaire général du mouvement d'extrême droite, M. Carl Lang, a fait savoir que M. Dominique Chaboche avait été chargé d'une « mission d'information et de consultation auprès des cadres et des militants afin de mettre en place dans les meilleurs délais une nouvelle équipe dirigeante ».

A B C D E F G

## Le Monde

MARDI 19 SEPTEMBRE 1989 (DATÉ MERCREDI 20)

## SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

« SECTEURS DE POINTE »

36 pages d'offres d'emploi pour les ingénieurs de production, les ingénieurs commerciaux, les informaticiens...

PILE SEPARÉE

ATTENTION : ce supplément gratuit est publié en cahier séparé.

36 15  
LM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

سكينة الناصري